

# Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

## AVANT-PROPOS

Amies lectrices, amis lecteurs, Ces derniers mois, l'équipe de Dimitra a effectué plusieurs voyages en Afrique et au Proche-Orient pour relancer les activités de collecte d'information avec les partenaires situés dans ces régions, parmi lesquels nous avons le grand plaisir d'accueillir SANGONeT/Women'sNet en Afrique du Sud et l'ONG VIE au Niger. Partout, ces rencontres ont confirmé que les populations rurales, et particulièrement les femmes, considèrent les nouvelles technologies de l'information et de la communication comme un facteur fondamental de changement qui permet de créer des liens, d'obtenir une aide et de stimuler le renforcement mutuel.

Face à la fantastique progression d'Internet et la rapidité des flux d'information, tous les acteurs de développement, particulièrement les organisations de femmes, mais aussi les gouvernements, les agences internationales et nationales sont conscients des possibilités offertes par ces nouvelles technologies ainsi que de leurs limitations. Il faut lutter contre les idées reçues, telle celle qui dit que l'Afrique n'est pas connectée, qu'elle est dépassée par l'ère de l'information et que les femmes africaines sont des victimes sans pouvoir. Soulignons le fait que les Africains,

et particulièrement les femmes, s'engagent de manière particulièrement novatrice, entreprenante et courageuse dans les technologies de l'information, malgré leur accès limité aux ressources et aux infrastructures. Les femmes ont fait savoir qu'elles considèrent que l'accès à l'information est un facteur essentiel de développement dont elles doivent pouvoir disposer et qu'elles doivent être en mesure d'utiliser et de s'approprier.

A cet effet, de nombreux espaces de rencontre et de réflexion sont mis en place pour explorer les modes d'appropriation des technologies de l'information et de la communication et élargir l'éventail de leur utilisation. La Conférence Know How 2002, "Un safari dans le monde inter-culturel de l'échange d'information entre les femmes" s'est déroulée du 22 au 27 juillet 2002 à Kampala en Ouganda. Elle est l'une de ces multiples initiatives auxquelles le projet Dimitra a participé. Cette rencontre a permis de mieux détailler les obstacles auxquels les femmes rurales doivent faire face, à la fois pour accéder à l'information et pour transmettre leur propre information vers les décideurs.

L'accès à l'information est un droit universel et la FAO a dénoncé dans un communiqué de presse le 19 juillet dernier, quelques jours

avant l'ouverture de la Conférence Know How, l'accès limité des femmes rurales à l'information. Le texte insiste sur le fait que les "technologies de l'information ne sont pas un luxe mais un instrument essentiel au développement durable". Sans information partagée et relayée par groupements et réseaux, il est difficile de lutter contre la faim et la pauvreté.

Nancy Hafkin et Nancy Taggart démontrent dans leur étude "Équité entre les sexes, technologie de l'information et pays en développement" que l'acquisition de pouvoirs passe aussi par l'accès à l'information, la maîtrise de la communication et l'ouverture des femmes aux technologies de l'information et de la communication – tant modernes que traditionnelles – qui seront désignées dans le bulletin par leur abréviation: TIC (Technologies de l'Information et de la Communication)<sup>1</sup>.

Les femmes rurales elles-mêmes élèvent de plus en plus la voix pour dire et répéter ce qu'elles vivent, ce qu'elles savent, ce qu'elles souhaitent, et elles agissent en conséquence. Leur quotidien est dur et elles font face avec créativité et imagination: elles se regroupent et deviennent cinéastes, comme au Kenya ou bien elles créent leur propre radio, comme au Burkina Faso. Elles veulent voir leurs

→ p. 2

## SOMMAIRE

2	Les nouveaux partenaires de Dimitra
4	Le Droit à l'information: – Conférence Know How 2002 – Conférence en ligne de Wougnet
6	Les voix des femmes: – vidéos de femmes – radios rurales
8	Les TIC au service du renforcement des pouvoirs des femmes
9	Nouvelles en bref: toujours plus
10	Ufroat et Leisa
11	Les savoirs traditionnels: – Les semences de Kokopelli
12	L'accès à la terre, un droit de l'humanité
14	Ressources: conférences, formations, livres, sites Internet

## Editorial de Marie Randriamamonjy

Le Sommet Mondial de l'alimentation: cinq ans après', a été pour la FAO l'événement majeur de ces derniers mois. Il a été l'occasion de réitérer l'engagement de tous pour lutter contre l'une des plus scandaleuses inégalités et injustices: la faim dans le monde. Il a également permis de rappeler que les femmes rurales sont "des actrices essentielles du champ alimentaire, de la production jusqu'à la table", comme l'a souligné le Directeur général de la FAO, et des partenaires incontournables pour lutter contre la faim et la pauvreté.

En tout plus de 400 personnes, Chefs d'état, ministres, fonctionnaires de haut rang, représentants des ONG et de la société civile, se sont rassemblées à cette occasion. La Division de la parité hommes-femmes et de la population a organisé une réunion en marge du Sommet le 12 juin avec le concours financier de la Suède sur le thème 'des femmes rurales, partenaires indispensables dans la lutte contre la faim et la pauvreté'.

Les mots utilisés lors de ce débat étaient très forts. "Dans la lutte contre la faim et la pauvreté, les femmes, et tout particulièrement celles des zones rurales, sont sans aucun doute celles qui portent la moitié la plus lourde", a commencé David Harcharik, Directeur général adjoint de la FAO, se référant au proverbe chinois affirmant que les femmes portent la moitié du ciel. Son Excellence M. Paul Kagamé, président d'honneur de la réunion

et Président de la République du Rwanda, a continué dans ce sens: "il est temps de reconnaître que les femmes devraient avoir le droit à la terre, au crédit, le droit de partager les avantages de la production agricole, le droit d'hériter des biens et le droit à l'éducation".

Les deux éminentes spécialistes invitées à cette réunion ont mis en lumière certains aspects fondamentaux. Rosalina Tuyuc, Coordinatrice de l'organisation nationale guatémaltèque des veuves (CONAVIGUA), ancienne Vice-présidente du Congrès du Guatemala, militante Maya pour les droits de l'homme, a rappelé avec force que "ce sont avec nos mains que nous travaillons la terre et la rendons productive, mais ceci ne suffit guère à assurer la nourriture pour tous. Notre terre a de faibles rendements, car les meilleures terres sont entre les mains de ceux qui ne travaillent pas". "Il est temps de faire le bilan et de voir qui nourrit réellement le monde. Ce sont les femmes rurales. Elles sont les plus nombreuses, elles produisent davantage et elles le font avec de moindres ressources", a surenchéri Vandana Shiva, Directrice de la Fondation de Recherche pour la Science, la Technologie et l'Ecologie de l'Inde, physicienne et spécialiste de l'environnement.

Margaret Winberg, Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, des pêches et Ministre de l'égalité entre les sexes en

→ p. 2



p. 1

droits respectés, car leur survie quotidienne, leur sécurité économique et leur intégrité physique en dépendent; aussi, se familiarisent-elles avec les lois pour mieux revendiquer leurs droits, dont ceux sur la terre, facteur de production crucial. Elles analysent les textes pour mieux les comprendre et les changer pour plus d'égalité et de justice.

Ce bulletin a voulu dessiner les grandes tendances de ce mouvement porteur d'espoirs et de grands changements qui consacrent un monde vivant, positif et à la recherche d'un mieux-être pour tous. Vous pourrez lire aussi vos rubriques habituelles sur les livres nouveaux, le calendrier des conférences, etc. Vous trouverez également, annexé à cette édition, un questionnaire de 2 pages détaillant la façon dont votre organisation a accès (ou non) à l'Internet et au courrier électronique. Merci de nous retourner ce feuillet qui nous permettra de mieux comprendre les difficultés que vous pouvez rencontrer en matière d'accès à Internet et au courrier électronique. Vous êtes plus de 4000 organisations à recevoir ce courrier et vos réponses fourniront un très grand nombre d'informations qui seront transmises aux décideurs politiques à l'occasion des prochaines réunions sur la société de l'information et dont les analyses vous seront transmises à l'occasion de la publication des prochains bulletins. Comme toujours, vos réactions et vos contributions sont attendues avec grand intérêt et beaucoup de plaisir. Merci de nous lire. ¶

1 TIC (Technologies de l'Information et de la Communication): Les TIC sont ici comprises comme l'ensemble des technologies et techniques de l'information et de la communication, traditionnelles (théâtre, journaux, radios, etc) et/ou (ordinateurs, internet, télévision, téléphone, etc.).

p. 1

Suède, co-présidente de la réunion, a déclaré que "la réduction de la pauvreté et l'établissement de la sécurité alimentaire et celui de l'égalité entre les sexes doivent être considérés comme un engagement unique (et) ce n'est pas ce qui a eu lieu jusqu'à présent". Ses propos ont été confirmés par M. Narend Singh, Ministre régional de l'agriculture de l'Afrique du Sud, l'autre co-président. Parlant du message de Rome à Johannesburg, émis au cours de cette réunion, elle a ajouté "que l'égalité entre les sexes est une condition indispensable à l'éradication de la pauvreté et de la faim et à la promotion de la croissance et du développement durable pour tous".

Tous ces discours ont guidé le message, rédigé lors de cette rencontre et porté par la FAO au Sommet mondial de la Terre en Afrique du Sud à la fin d'août 2002. Le message de Rome à Johannesburg témoigne de l'engagement de ses Membres pour qu'hommes et femmes, contribuent ensemble et équitablement, au devenir durable de la planète. ¶

Marie Randriamamonjy,  
Chef du Service parité hommes-femmes et développement,  
FAO, Organisation des Nations Unies pour  
l'alimentation et l'agriculture

# Des nouveaux partenaires au

L'information au sein du projet Dimitra circule et est actualisée grâce au partenariat instauré avec des organisations régionales et sous-régionales. La décentralisation de la collecte d'information, de son traitement et de sa diffusion présente l'avantage de faciliter l'accès à l'information des petites organisations et de leur donner les moyens de transmettre leur propre information. PRODDER en Afrique du Sud et l'IRED au Niger étaient les partenaires de Dimitra pendant la première phase du projet. Leur disparition a conduit à travailler avec de nouvelles organisations sur les conseils des deux anciennes. Les nouvelles parties prenantes ont de nombreux intérêts communs avec Dimitra, tant au niveau du travail que de la philosophie d'intervention: en Afrique du Sud, SANGONeT/Women'sNet, et au Niger, l'ONG VIE – Kande Ni Bayra.

## En Afrique du Sud SANGONeT et Women'sNet

### Faciliter le travail des organisations de la société civile par l'information et combler le fossé numérique.

#### SANGONeT

Depuis 1987, SANGONeT (Southern African Non-Governmental Organisation Network) est le seul réseau en Afrique australe qui, dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, œuvre au niveau local pour les organisations de base de la société civile. La mission de SANGONeT est de faciliter l'utilisation efficace et le développement des TIC par les acteurs du développement.

SANGONeT fournit des services techniques de mise en réseau et d'information pour élargir l'accès aux TIC et renforcer les pouvoirs des organisations de base, particulièrement utiles pour construire des liens, partager l'information et collaborer sur des problèmes cruciaux. Il dispense des formations à tout acteur souhaitant utiliser Internet et/ou élargir ses connaissances dans le domaine. Il développe des plaidoyers et la recherche pour promouvoir des politiques sur les TIC sensibles au genre, ainsi que des mesures pour leur mise en application (analyses, prises de position, propositions pour des changements législatifs).

SANGONeT a déjà mis en place:

- Africa Pulse, système de service d'information sur le développement économique et social sur Internet et facile à utiliser. Ce système concerne l'Afrique australe et permet aux communautés locales et aux organisations de développement d'être régulièrement informées. Il représente une possibilité unique pour les organisations de développement,

ayant ou non une présence Internet, de faire connaître leurs vues et publications en ligne;

- Thusanang, point d'entrée facile sur Internet pour diffuser des informations sur les problèmes de financement en Afrique australe;
- Pambazuka, bulletin d'information électronique hebdomadaire publié par SANGONeT conjointement avec Kabissa (Washington, D.C.) et Fahamu (Oxford);
- SBNet, site en préparation, offrant plusieurs bases de données, notamment sur les petits fournisseurs de service, les offres d'emploi, les événements, les forums de discussion thématiques, et proposant également un bulletin d'information, ainsi que des "Guides sur le comment faire";
- Women'sNet, site d'information, unique et complet, sur un éventail de questions intéressantes les femmes en tant qu'individus et les organisations qui travaillent sur les problèmes d'égalité hommes-femmes en Afrique du Sud et australe

#### Women'sNet

Women'sNet, logé au sein de SANGONeT, est une plate-forme d'information en ligne pour faire entendre les voix et les intérêts des femmes d'Afrique du Sud et australe. Women'sNet, créé en 1997, est un projet conjoint avec la Commission for Gender Equality (Commission pour l'égalité hommes-femmes). Sa vision est d'utiliser les TIC en tant qu'outil stratégique et puissant pour renforcer les pouvoirs des femmes dans la région et dans le monde.

Le projet a démarré, quelques années après l'élection du premier gouvernement démocratique d'Afrique du Sud, quand le mouvement des femmes grandissait rapidement, s'accompagnant de la création de nombreuses organisations et de projets sur le genre. Women'sNet a été créé pour faciliter l'échange d'information et la collaboration entre ces organisations et projets. En 1999 et 2000, Women'sNet a tenu informé les organisations sud-africaines de base, traitant les questions femmes et



» Natasha Primo, à la conférence Know How 2002



# sein du projet Dimitra

d'égalité, sur les programmes électoraux des partis politiques et leurs implications pour les femmes sud-africaines.

Son approche, très diversifiée et très large, vise à renforcer les pouvoirs des femmes par l'utilisation des TIC, combinant l'élargissement des compétences par l'information avec le travail de plaidoyer et de lobbying politique. Les actions s'articulent en génération d'information, mise en réseaux, renforcement des capacités. Elles facilitent la durabilité à long terme de Women'sNet car elles créent une communauté d'utilisateurs, tout en développant un contenu qui attire et fait revenir les utilisateurs vers le site, qui vont des militantes féministes au grand public.

La mission du projet est de rendre les TIC accessibles aux femmes, particulièrement celles qui ont été désavantagées historiquement; dispenser une formation et un appui dans le domaine de l'égalité hommes-femmes; relier les projets, les personnes, les outils et les ressources; créer une plate-forme pour faire entendre les voix des femmes et leurs problèmes; faciliter la diffusion et l'accessibilité de l'information, particulièrement aux femmes non connectées à Internet et utilisant des TIC plus traditionnelles, comme la radio.

## Information pour la promotion de la justice sociale et de l'égalité hommes-femmes

Le portail de Women'sNet offre des nouveautés et des liens sur des informations concernant le Sida, les femmes et les droits humains, la prévention des violences faites aux femmes, la santé, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les femmes et l'entreprise, etc. Les informations vont des ressources pratiques (où obtenir de l'aide en tant que victime de violences domestiques, ou des conseils sur le VIH-Sida) aux ressources pour les militant(e)s pour organiser des campagnes de lobbying en ligne. Bien que largement centré sur les femmes sud-africaines et les organisations de femmes, Women'sNet a des activités qui l'impliquent dans des réseaux mondiaux et régionaux ayant des activités de même type. Women'sNet fait partie de l'Association pour le Progrès des Communications (APC) et de son Programme d'appui aux réseaux de femmes. ♪

### CONTACT (en anglais)

#### SANGONeT

David Barnard, Executive Director  
dbarnard@sn.apc.org  
<http://www.sn.apc.org>

#### Women'sNet

Natasha Primo, Coordinator  
natasha@womensnet.org.za  
<http://www.womensnet.org.za>

Women'sNet/SANGONeT,  
P.O. Box 31, Johannesburg,  
Afrique du Sud

## Au Niger l'ONG Vie - Kande Ni Bayra

### Lutter contre la pauvreté par l'alphabétisation.

La création en 1998 de l'ONG VIE – Kande Ni Bayra s'est appuyée sur le constat suivant: la pauvreté constitue l'un des défis majeurs auxquels le Niger doit faire face en ce début de millénaire et l'analphabétisme en est l'une des manifestations. En luttant contre l'analphabétisme, l'ONG VIE (Volontaires pour l'Intégration Educative) entend contribuer à la lutte contre la pauvreté.

L'éducation au Niger est l'un des problèmes les plus aigus du moment. Il n'y a pas assez d'écoles, ni d'enseignants, ce qui pourrait hypothéquer gravement l'avenir du pays. La mise à la retraite anticipée des instituteurs et l'impossibilité pour l'État de recruter plus d'un certain nombre de fonctionnaires par année risquent de conduire à la privatisation de l'enseignement. L'ONG VIE se concentre sur la formation de "volontaires" pour remédier à cette situation.

#### Les écoles de la deuxième chance

Les activités de l'ONG VIE s'articulent autour du processus de mise en place et de fonctionnement de centres d'alphabétisation en milieu rural et urbain (animation, formation de formateurs, d'animatrices et d'animateurs alphabétiseurs, formations spécifiques, formation continue, appui à la structuration d'organisations de base, etc.). Son expertise en éducation de base s'étend aussi à la mise en place et à la gestion d'écoles communautaires, d'écoles de jeunes non scolarisés dites "écoles de la deuxième chance", ainsi qu'à l'appui aux initiatives locales de développement.

#### Une éducation intégrée

L'ONG VIE propose une approche d'éducation intégrée en partenariat avec les communautés. Sa méthode, la pédagogie du texte, s'inspire des principes des approches participatives tant au niveau des enseignements-apprentissages qu'au niveau des actions, théoriques et pratiques, qui prennent en compte la dimension globale et complexe des actrices et des acteurs.

L'ONG VIE s'est fixé comme mission d'apporter sa contribution à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales, surtout des femmes et des jeunes, par:

- la lutte contre l'analphabétisme en vue de créer les conditions d'une participation responsable et efficace au développement;
- l'appui à la constitution et/ou au renforcement des organisations de développement de base;
- la recherche, la valorisation, l'encourage-

ment et l'adoption des technologies appropriées dans les domaines de l'environnement, de la sécurité alimentaire, de l'artisanat, de la santé humaine et animale et de la préservation du patrimoine historique et culturel.

#### Un réseau d'alphabétisation de plus en plus dense

- Plus de 300 animatrices et animateurs alphabétiseurs sont présents dans plus de 200 villages, situés dans six des huit régions du Niger; ils sont actifs dans les centres d'alphabétisation, les écoles communautaires, les écoles de la deuxième chance.
- Plus de 20 organisations de base, principalement féminines, se sont constituées et ont été formées en analyse organisationnelle.

#### Les multiples ancrages du partenariat

L'ONG VIE privilégie le partenariat tant au niveau national qu'international. Elle collabore avec les communautés villageoises, comme celle de Tillabéry, avec les ONG locales et internationales, telles OXFAM, SNV-Niger, Écoliers du monde/Aide et action, l'AQUADEV, avec les coopérations bilatérales appuyant des projets éducatifs, par exemple, la Coopération Française et son Service de Coopération et d'Action Culturelle, la Coopération Canadienne et le Fonds Canadien aux Initiatives Locales, et enfin avec les organisations internationales de développement, comme l'UNESCO et le PNUD.

Cette ONG a des contacts privilégiés avec les ONG canadiennes, œuvrant au Canada, en particulier avec l'ONG humanitaire Bayra, la fondation des parlementaires québécois, la Commission scolaire des Affluents et l'ONG Alternatives.

Elle est membre du Réseau des Organisations du Secteur de l'Éducation au Niger (ROSEN) et en assure la présidence. Elle est également membre du réseau africain pour la Campagne de l'Éducation pour Tous (African Network for the Campaign of Education: ANCEFA). ♪

### CONTACT:

#### ONG VIE Kande Ni Bayra

Ali Abdoulaye, Coordinateur  
B.P. 349, Niamey, Niger  
Tél. + 227 75 25 60  
e-mail: viebayra@intnet.ne

# La Conférence Know How 2002 de Kampala: Un safari dans le monde inter-culturel de l'échange

La 5<sup>ème</sup> conférence des spécialistes de collecte et de diffusion d'information pour les femmes s'est tenue du 22 au 27 juillet dernier à Kampala en Ouganda. Intitulée **Conférence Know How 2002 de Kampala**, elle a été organisée par Isis-WICCE (Women's International Cross-Cultural Exchange)<sup>1</sup>, avec le soutien de l'International Information Center and Archives for the Women's Movement (IIAV)<sup>2</sup> et d'Isis International-Manila<sup>3</sup>. La Conférence de Kampala a rassemblé plus de 200 spécialistes en information en provenance de 46 pays différents.

Cette conférence internationale sur l'information pour les femmes a réuni des spécialistes de l'information et des médias du monde entier, mettant ceux-ci en réseau avec celles et ceux qui en ont besoin.

L'objectif principal de la conférence était d'accroître la visibilité de l'information sur les femmes au niveau mondial et local. L'un des défis était de faire entendre les voix des femmes rurales dans les forums en ligne. Les questions étaient: "De l'information pour quoi et pour qui? Pourquoi collectons-nous cette information et quelle différence est-ce que cela fait dans la vie des femmes?". L'un des objectifs de la conférence était d'assurer que l'accès à l'information devienne une réalité pour de nombreuses femmes qui sont illettrées et qui doivent faire face à des obstacles tels que la langue, le temps, les coûts et le manque de facilités. Un autre objectif était d'établir et de renforcer les liens entre les spécialistes de l'information concernant les femmes en Afrique et dans le reste du monde.

La Conférence Know How 2002 a émis une Déclaration qui sera transmise à la Consultation sur la Gestion de l'Information Agricole (COAIM)<sup>4</sup> organisée par la FAO du 23 au 26 septembre 2002 et au Sommet mondial sur la Société de l'Information qui aura lieu à Genève du 10 au 12 décembre 2003 (voir encadré page 13). Le message principal est que l'information est un droit universel et un moyen essentiel de lutte contre la pauvreté.

## La technologie au service des gens et non l'inverse

La Conférence Know How 2002 n'a pas seulement tenté de déterminer des politiques qui vont fournir un environnement favorable pour l'accès aux technologies, mais aussi des technologies abordables financièrement et faciles d'utilisation. Comme l'a dit Dr Msimbi Kanyoto, la Secrétaire Générale de l'Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines<sup>5</sup>: "l'Afrique a besoin de technologies qui soient



photo: S. Treinen

» Tableau des moyens de communication, Conférence Know How 2002

comme des pots que les femmes peuvent porter sur leurs têtes, et il faut que ces technologies soient à même de résister à la poussière, aux insectes, que l'on puisse les porter sur des bicyclettes ou comme des jembés<sup>6</sup> que l'on utilise tous les jours dans les shambas.<sup>7</sup>"

## Il faut combiner les technologies nouvelles et traditionnelles

L'un des messages forts de la Conférence est que les nouvelles technologies peuvent devenir très pertinentes pour les femmes africaines si elles sont combinées avec les technologies traditionnelles. "Nous sommes tous conscients que les TIC sont là pour rester et que les femmes rurales et les praticiens de l'information croient dans leurs pouvoirs d'émancipation", précise Ruth Ochieng, Directrice de ISIS-WICCE. Elle ajoute aussi que "le défi pour la Conférence Know How est de rendre ces outils accessibles, sous un format qui répond aux besoins de toutes les femmes au sein d'un environnement qui entraîne un partage utile". La radio est toujours perçue comme l'un des moyens qui pourrait potentiellement combler le fossé numérique. Des CD-ROM en langues locales sont également diffusés maintenant

auprès de femmes rurales. Il est toujours indispensable de continuer à répertorier les besoins des femmes en matière d'information.

## Un contenu facilement accessible et en langues locales

Dorothy Okello, Directrice du Réseau "Women of Uganda Network" (WOUNGNET) a précisé que le problème n'est pas tant de combler le fossé numérique mais de faire en sorte que le contenu des informations proposées soit pertinent tout en utilisant des technologies appropriées. WOUNGNET a organisé un forum en ligne sur l'accès à l'information pour les femmes rurales en juin 2002 qui a eu un très grand succès (voir article page 5). Les résultats de cette conférence ont été présentés par Dorothy Okello lors du Know How 2002. Les recommandations du forum en ligne ont été d'assurer que l'accès des femmes rurales soit orienté vers des informations qui touchent les femmes directement. Il était également fortement suggérer d'impliquer les femmes dans la définition des buts, contenu et mécanismes de diffusion de ces programmes d'information. Les femmes doivent être davantage consultées pour dire si elles considèrent que les TIC sont appropriées et possibles en zones rurales. La conférence en ligne et son niveau de participation prouvent par eux-mêmes l'intérêt des TIC comme moyen de pouvoir sachant qu'elles doivent être accompagnées d'une approche correcte, appropriée, accessible, participative et sensible au genre.

## ActionApps: des logiciels (presque) gratuits<sup>8</sup>

L'Association for Progressive Communications (APC) a présenté des logiciels peu coûteux et adaptables qui sont développés pour des ONG qui travaillent dans le domaine de l'information dans les pays en développement. ActionApps est rapide, flexible et il permet aux ONG de construire des sites ensemble et d'en partager le contenu. ActionApps permet à n'importe qui de publier en ligne: plus besoin de spécialistes de l'Internet. Le logiciel

# d'information entre les femmes

contient une technologie mise en commun qui permet aux ONG d'échanger des articles avec des sites partenaire et de les aider ainsi à avoir accès à des contenus et des publics nouveaux.

## La FAO dénonce l'accès limité des femmes rurales à l'information.

Dans son communiqué de presse<sup>9</sup> du 19 juillet 2002, en marge de la Conférence Know How 2002, la FAO a souligné que les nouvelles technologies de l'information "constituent une occasion unique pour les femmes des pays en développement de prendre la parole, d'être plus visibles et moins isolées". La FAO, avec Sophie Treinen, Chargée de l'information au sein du service parité hommes-femmes et développement (SDWW) et Clare O'Farrell, Service Education, Vulgarisation et Communication (SDRE) a fait une présentation

sur "Le genre et les TIC: comment la FAO combat la faim et la pauvreté". Eliane Najros, Coordinatrice du projet Dimitra, a expliqué le fonctionnement du réseau avec une présentation intitulée "Dimitra: comment les femmes rurales et leurs organisations font entendre leurs voix". Le but était de montrer comment un réseau d'échange et de diffusion peut mettre en lumière le rôle des femmes rurales et leur donner les moyens de s'exprimer tout en renforçant leurs organisations.

La Conférence Know How 2002 a fourni un environnement propice pour que les femmes et les hommes présents puissent partager et apprendre les uns des autres. Le défi majeur est de rentrer chacun chez soi, de diffuser tout ce qui a été appris et de rester en contact étroit les uns avec les autres. ¶



» Conférence Know How 2002 – podium.

- 1 ISIS-WICCE  
P.O. Box 4934 Kampala  
Tél: +256 (041) 543 953  
Fax: +256 (041) 543 954  
e-mail: isis@starcom.co.ug - <http://www.isis.or.ug>
- 2 <http://www.iiav.nl>
- 3 <http://www.isiswomen.org>
- 4 [http://www.fao.org/coaim/coaim2002\\_fr.htm](http://www.fao.org/coaim/coaim2002_fr.htm)
- 5 <http://www.worldywca.org>
- 6 Un jembé est un tambour.
- 7 Une shamba est une parcelle de terre.
- 8 <http://www.apc.org/actionapps>
- 9 <http://www.fao.org/french/newsroom/news/2002/7600-fr.html>



© Kinou van Oldeneel

## Wougnet: Conférence en ligne sur l'accès à l'information pour les femmes rurales

promotion du dialogue plutôt qu'une voie de communication à sens unique vers les femmes rurales. Il faut faire plus pour faire entendre les voix des femmes rurales, et, l'expérience du projet Dimitra, notamment au Sénégal, est un pas dans la bonne direction.

Le partenaire de Dimitra au Sénégal, l'Enda-Pronat, a servi de relais aux femmes rurales du pays pour qu'elles puissent faire entendre leurs

voix en tant que principales parties concernées par le sujet traité. L'Enda-Pronat a organisé 3 réunions hebdomadaires avec le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal pendant lesquelles tous les points soulevés par la conférence en ligne étaient discutés. Une fois les discussions closes, l'Enda-Pronat répercutait les réflexions des femmes rurales vers le forum en ligne. Les femmes rurales ont ainsi pu faire entendre leurs voix sur Internet.

Au-delà des exemples, des critiques, suggestions, analyses, orientations et recommandations qui ont été développées et qui sont disponibles sur le site de WOUNGNET, il est évident, comme l'écrivait Fatma Alloo, fondatrice de l'Association Tanzanienne des Femmes et des Médias, que "nous devons reconnaître que la technologie de l'information perdurera... Nous devons décider si nous voulons... entrer dans le jeu et le tourner à notre avantage ou perdre complètement\*". ¶

### WOUNGNET

WOUNGNET (Women of Uganda Network) est une organisation non gouvernementale, créée en mai 2000 par plusieurs organisations féminines ougandaises, dans l'optique d'accroître l'utilisation par les femmes des technologies de l'information et de la communication, comme moyen de partage de l'information et de résolution conjointe de problèmes cruciaux les concernant.

Si WOUNGNET se concentre principalement sur les TIC modernes, ce réseau s'intéresse aussi à la façon dont ces technologies peuvent être associées aux technologies traditionnelles d'échange et de diffusion d'information, telles que la radio, la télévision, la vidéo, la presse. Son but est d'améliorer les conditions de vie des femmes en renforçant leurs capacités et en élargissant leurs possibilités d'échange et de collaboration.

### Pour plus d'informations, contacter:

Dorothy Okello: [dokello@wougnet.org](mailto:dokello@wougnet.org)  
Site web: [www.wougnet.org](http://www.wougnet.org)

\* Les femmes à l'âge numérique - Utiliser la technologie de communication pour l'habilitation: un manuel pratique. Society for International development et Unesco, 1998.

### Pour avoir accès aux résultats de la conférence en ligne, visiter le site web:

<http://www.wougnet.org/Events/IARW/resources.html> (anglais)  
[http://www.wougnet.org/Events/IARW/resources\\_fr.html](http://www.wougnet.org/Events/IARW/resources_fr.html) (français)

## Enrayer la misère et entrer dans l'arène politique: créativité et innovation

### “Telling our story” (Raconter notre histoire)

des femmes kenyanes font une vidéo couronnée par le prix Betinho 2001 de l'APC<sup>1</sup>

**R**edeemed Village et Mathare 3B sont deux grands bidonvilles des environs de Nairobi. Des abris en boue, en carton et en tôle rouillée s'entassent le long de ruelles étroites qui sont des égouts à ciel ouvert. L'eau et l'électricité y sont rares. Le risque d'expulsion est quotidien et les terres inaccessibles. Crimes violents, drogues et alcool, sida et chômage sont le lot quotidien des habitants. Les femmes de ces quartiers, contre toutes habitudes, ont décidé de dénoncer ces maux, non comme une fatalité mais comme les effets de la pauvreté.

Une vingtaine d'entre elles, de tous âges, dépassant leurs craintes et allant au-delà des impossibles, ont fait ce qu'elles n'auraient jamais imaginé: produire un film vidéo. Elles ont été appuyées par le projet **Women's Voices<sup>2</sup>, de l'Intermediate Technology Development Group (ITDG)<sup>3</sup>**. La puissance de leurs images, le poids de leurs mots et la force de leurs voix ont été tels que le prix Betinho de l'APC leur a été décerné en 2001.

#### On ne savait pas le faire, mais on l'a fait

Pourtant, rien n'était gagné. Ces femmes ne connaissaient rien aux technologies de l'information et de la communication; la seule qui leur semblait la moins éloignée d'elles était la vidéo. Avec enthousiasme et créativité, voulant montrer concrètement leur vécu et leur lutte quotidienne contre la pauvreté, elles ont rassemblé des fonds, emprunté de vieux caméscopes Betamax, acheté des équipements complémentaires et appris à faire un scénario, tourner des séquences, monter un film. Très rapidement, visionnage de rushes à leurs

voisins, enregistrement d'opinions de leurs familiers, tournage d'histoires et d'anecdotes de leur entourage n'eurent plus de secret pour elles. Les contacts directs avec les représentants du monde politique et ceux des services publics devinrent pour elles une quasi banalité. L'obstacle de la technologie avait été dépassé de façon inattendue et novatrice. Le résultat était là, vainqueur des réticences et des doutes, preuve que le pouvoir s'acquiert et qu'un concert de voix peut apporter le succès et une part de pouvoir.

#### Maintenant, on est là

Aujourd'hui, les femmes des bidonvilles de Nairobi, ignorées et isolées pendant si longtemps, sont de plus en plus reconnues et écoutées dans le débat politique et municipal, ayant acquis le respect et le droit à la parole. Elles ont obtenu un contrat avec un réseau local de télévision pour fournir régulièrement des nouvelles brèves sur leurs lieux de vie. Elles ont été invitées à présenter leur film à des assemblées où gouvernement, associations, donateurs étaient présents, provoquant le débat et suscitant des réflexions. Transférée sur CD-ROM, la vidéo a été montrée un peu partout dans le monde sur les chaînes de télévision. Elle est actuellement disponible sur le site web de l'ITDG. Et, par-dessus tout, et ceci ne peut en aucun cas être primé, elles ont acquis une force et une confiance pour faire face aux difficultés, elles sont respectées par leurs familles, leurs proches et les responsables politiques, elles sont heureuses de la fierté manifestée par leurs communautés.

“C'est exactement le genre d'initiative venant

de la base qu'aurait appuyée Herbert Betinho”, selon Carlos Afonso, mentor des mouvements sociaux de la société civile au Brésil et ami de Betinho. “Betinho était passé maître dans l'art de faire connaître le travail des ONG aux médias et c'était pour lui une alliance stratégique”.

La réalisation de cette vidéo et l'engouement qu'elle a engendré ont ouvert des perspectives pour permettre à encore plus de femmes marginalisées d'accéder aux technologies de la communication et de l'information, et surtout de les utiliser pour se faire entendre, bravant les difficultés et contredisant les idées reçues. ¶

<sup>1</sup> Voir: [www.apc.org/english/betinho/2001/bet\\_finalists.shtml](http://www.apc.org/english/betinho/2001/bet_finalists.shtml)

<sup>2</sup> Women's Voices est un projet valorisant les capacités de communication des femmes urbaines pauvres. Il oeuvre au Kenya, Pérou et Zimbabwe. Les femmes sont initiées à la vidéo et l'utilisent pour informer et influencer les instances et les personnes ayant une influence sur leurs conditions de vie. Women's Voices s'inscrit dans le programme Genre de l'ITDG (Intermédiaire Technology Development Group).

<sup>3</sup> L'ITDG a été créé en 1966 par l'économiste E. Schumacher, auteur de “Small is beautiful”, ouvrage de 1973 qui a remis en cause le gigantisme et l'envergure des structures et des mécanismes économiques au profit d'une technologie et d'unités de travail à visage humain et dimension appréhendable. Cet institut vise à démontrer que la technologie utilisée dans une optique de durabilité peut alléger la pauvreté et améliorer les conditions de vie. Il travaille avec les communautés pour concevoir des technologies appropriées à leurs activités de production et économiques, sachant qu'il est fondamental de se concentrer sur des technologies répondant aux besoins et aux capacités des bénéficiaires, tout en valorisant les savoirs et techniques existantes. Pour plus amples informations sur les activités, les programmes, les publications, contacter: Intermediate Technology Development Group, Bourton Hall, Bourton-on-Dunsmore, Rugby, CV23 9QZ, Royaume-Uni; Tél: + 44 (0)1926 634400, Fax: + 44 (0)1926 634401, e-mail: [itdg@itdg.org.uk](mailto:itdg@itdg.org.uk), Site web: <http://www.itdg.org>

#### Ce que vous faites est digne d'intérêt: faites le connaître!

##### Prix de l'Association pour le Progrès des Communications (APC)

Rappelez-vous, un article était consacré au Prix Hafkin dans le dernier bulletin, le numéro 6. Kazanka Comfort, du Centre d'Education Communautaire de Bayanloco au Nigéria à qui a été remis le prix en 2001. Elle dit aujourd'hui, “je n'avais même jamais imaginé que ce que nous faisons à Bayanloco puisse être reconnu dans la capitale du Nigéria. Et maintenant, nous recevons des messages de félicitations et d'encouragement du monde entier. Votre reconnaissance me touche et me rend plus forte, surtout parce que vous êtes des femmes”.

Le Prix Hafkin a pour ambition de faire connaître les initiatives africaines et de diffuser des informations sur la créativité africaine dans le domaine des TIC, aux fins du développement et de la justice sociale et économique.

En 2000, l'APC a créé le Prix Betinho en mémoire de la vie et de l'œuvre visionnaire et novatrice de Herbert de Souza (appelé Betinho), activiste social brésilien et communicateur exemplaire. Betinho a consacré sa vie à contrecarrer l'inégalité, remettant en question les fondements structurels de la pauvreté. En 1981, Betinho a fondé l'Institut Brésilien d'Analyse Sociale et Economique (IBASE), qui recourt énormément aux nouvelles technologies de l'information. Par son action, Betinho a ouvert la voie d'une société de l'information plus démocratique.

Le prix, récompensé d'un montant de 7.500 dollars des EU, est accessible aux organisations, coalitions, groupes, mouvements qui ont réussi à utiliser les TIC comme composante essentielle de leur action pour le développement et la justice sociale.

Pour s'informer sur les dates de ces prix et la remise des dossiers, se référer à:

APC Afrique  
P.O. Box 31, Johannesburg, 2000 Afrique du Sud  
Site web: [www.apc.org/français/hafkin/indexshtml](http://www.apc.org/français/hafkin/indexshtml)

##### Le Prix Ma'Afrika

Ma'Afrika est un concours qui a lieu chaque année en République d'Afrique du Sud. Il est ouvert à toute femme africaine et vivant en Afrique, de 25 ans et plus, qui se consacre à l'amélioration et au développement de sa communauté. En 2002, cette compétition aura lieu pour la huitième fois. Elle est soutenue par l'Union Africaine (UA) et est l'un des projets de la renaissance africaine du Président Thabo Mbeki. Ma'Afrika récompense des projets qui aident à développer, instruire et relever les communautés, par des actions relatives à la sécurité alimentaire, la santé, l'énergie, le tourisme.

Pour plus d'informations, contacter:

Ma'Afrika  
PO Box 11175, Rynfield, 1514 Afrique du Sud  
Tél: + 27 82 458 1504 (cellulaire); Fax: + 27 11 969 1955  
e-mail: [nicolette@words.co.za](mailto:nicolette@words.co.za)  
Site web: [www.womenofafrica.co.za](http://www.womenofafrica.co.za)

Oubliez votre timidité: ce que vous faites est exceptionnel! Renseignez-vous et osez présenter votre candidature: vous êtes toutes et tous éligibles!

## Parler fort et se faire entendre:

# Radio Munyu, la voix des femmes, rassemble plus de 10.000 adhérentes<sup>1</sup>

Lorsque la radio favorise la participation des citoyens et défend leurs intérêts; lorsqu'elle répond aux goûts de la majorité, qu'elle le fait avec humour et que l'espoir demeure sa priorité; lorsqu'elle informe vraiment; qu'elle aide à résoudre les mille et un problèmes de la vie de tous les jours; lorsque durant les émissions, les idées sont débattues et toutes les opinions respectées; lorsque les femmes transmettent des informations et ne représentent pas de simples voix décoratives ou encore un attrait publicitaire; lorsque les paroles de tous et chacun sont entendues sans discrimination, ni censure: cette radio est une radio communautaire<sup>2</sup>.

### Une radio communautaire

Au Burkina Faso, le 16 mars 2002 a été inaugurée Radio Munyu, la voix des femmes, station de radio communautaire de la région de la Komoé, située à l'extrême sud-ouest du pays. À partir de Banfora, elle émet ses émissions, en diverses langues locales, sur trois provinces rurales, habitées par environ 500.000 personnes, dont une grande partie est analphabète. "Munyu c'est notre radio. C'est la première fois qu'une radio permet aux femmes de parler d'elles-mêmes". Bintou, jeune mère de famille, écoute une émission sur les activités agricoles des femmes. Comme des milliers d'auditrices, Bintou trouve dans Munyu (qui veut dire "patience" en dioula), un écho de ses conditions de vie.

### La voix des femmes

Créée en juin 2000, par les femmes d'une association du même nom, cette toute première radio féminine burkinabé a bénéficié à son démarrage d'une subvention de l'ONG britannique Oxfam, via l'association RECIF/ONG<sup>3</sup>. "Femmes et développement", "Magazine de la femme", "Magazine du monde rural", "Une femme, un métier", autant de programmes consacrés à la promotion des femmes. "Nos émissions traitent des problèmes des femmes battues, du mariage forcé, du lévirat, de l'excision, de la femme en milieu rural,..."", explique Adama Sourabié, Directeur des programmes et l'un des quatre hommes sur les 16 personnes

employées. "C'est la radio des femmes, mais elle répond aux besoins de toutes les communautés", souligne-t-il. En effet, la protection de l'environnement, l'éducation, la santé sont également des thèmes abordés.

La station émet en trois tranches, correspondant à peu près aux horaires des activités domestiques des femmes (5h55 à 8h00, 11h55 à 14h30, 15h55 à 22h00), et compte 102 correspondants villageois qui servent de relais auprès des paysans. "Dans les villages, les paysans et les paysannes, souvent organisés en groupes d'écoute, attendent de pied ferme leurs émissions ou le journal", poursuit M. Sourabié.

La popularité de Munyu bute encore sur la précarité des moyens financiers dont disposent les femmes pour s'offrir un poste de radio, au prix de 2.000 à 10.000 francs CFA (3 à 15 euros). "Six mois après le lancement de la radio, nous avons constaté qu'un grand nombre de femmes n'avaient pas accès à la radio"<sup>4</sup>, relève Aïssatou Kassa, Directrice de la station. En 2001, la direction de Munyu a donc lancé une "opération poste radio" qui a permis l'acquisition de 1.000 radios revendues à un "prix so-

cial". Selon Mme Kassa, l'opération a permis d'accroître le taux d'écoute. Radio associative et communautaire (voir encadré ci-dessous), "Munyu" tire l'essentiel de son financement des cotisations des auditrices et des activités commerciales de l'association (gestion de restaurants, de centres d'hébergement, prestations de services). "Nous travaillons pour une communauté qui reconnaît nos mérites", explique fièrement Mme Kassa. J

<sup>1</sup> Banfora, AFP, 9 avril 2002.

<sup>2</sup> Manual urgente para Radiolistas Apasionados, José Ignacio Lopez Vigil, 1997 (voir AMARC).

<sup>3</sup> RECIF/ONG: Réseau de Communication, d'Information et de Formation des Femmes au Burkina Faso, ONG active dans la formation et l'information des femmes pour renforcer leur participation aux processus de décision. Cette organisation produit des matériels écrits et audiovisuels, ainsi que des programmes de radio et de télévision traitant des sujets relatifs aux femmes.

Adresse: RECIF/ONG, 01 B.P. 6473, Ouagadougou 01, Burkina Faso. Tél: + 226 312 225 ou 226 30 64 77; Fax: + 226 313 019, e-mail: recif@fasonet.bf

<sup>4</sup> Selon le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), 45,5% de la population burkinabé, et 55% des femmes, vit en dessous du seuil de pauvreté estimé à 72.690 FCFA (110,82 euros). Plus de 90% des pauvres vivent en milieu rural, où le secteur agricole occupe 83,8% des femmes.

### La radio communautaire

*"La philosophie historique de la radio communautaire est de permettre aux "sans voix" de s'exprimer, de servir de porte-parole aux opprimés (qu'il s'agisse d'une oppression raciste, sexiste ou de classe sociale) et, en général, d'offrir un outil de développement".*

*"L'activité de la radio communautaire est définie par trois critères: elle doit être à but non lucratif, contrôlée par la communauté qui en est propriétaire et caractérisée par la participation de la communauté".*

*"Il faut qu'il soit bien clair que l'objectif de la radio communautaire n'est pas de faire quelque chose pour la communauté, mais plutôt de lui donner l'occasion de faire quelque chose pour elle-même, par exemple, posséder et contrôler son propre moyen de communication".*

Extraits de: *Qu'est-ce que la radio communautaire? Un guide pratique.* AMARC Afrique et Panos Afrique australe, 1998.

L'AMARC est une organisation non gouvernementale internationale au service du mouvement de la radio communautaire, composée d'environ 3.000 membres de 110 pays. Elle tient lieu de réseau d'échange et de solidarité entre les radio-diffuseurs communautaires, et vise à coordonner et à faciliter la coopération entre ces derniers. Tous les continents sont représentés au sein de son Conseil d'administration International. Le Réseau International des Femmes (RIF) est logé au sein de l'AMARC. Il prône, entre autres, le Droit des femmes à la communication en tant que droit humain fondamental, vise l'amélioration de la situation des femmes, le renforcement de leur pouvoir et l'équité entre les sexes, appuie par des programmes de formation et d'échange de productions les efforts des femmes pour s'exprimer sur la scène locale et internationale.

**Pour y prendre part et pour de plus amples informations tant sur le RIF que l'AMARC, contactez:**

**AMARC (Association Mondiale des Artisans de Radios Communautaires)**

666 rue Sherbrooke Ouest, bureau 400, Montréal, Québec, Canada, H3A 1E7

Tél: + 1 514 982-0351, Fax: + 1 514 849-7129

e-mail: amarc@amarc.org

Site web: www.amarc.org

**Pour de plus amples informations, contactez:**

**Madame Aïssatou Kassa, Directrice**

Radio communautaire Munyu, Banfora,

Burkina Faso

ou l'association RECIF/ONG.

# Les Technologies de l'Information et de la Communication au service du renforcement des pouvoirs des femmes

*“Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit à ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit”*

(article 19, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)<sup>1</sup>

Nancy Hafkin et Nancy Haggart, dans leur étude, *Équité entre les sexes, technologie de l'information et pays en développement*<sup>2</sup>, examinent, après avoir passé en revue les obstacles freinant l'entrée des femmes dans le monde de l'information, la façon dont l'utilisation des technologies de l'information peut accélérer le développement et conduire à l'égalité entre les sexes. Les quelques extraits de cette étude montrent que les technologies de l'information et de la communication sont susceptibles de transformer la vie sociale, économique et politique dans le monde, si “la fracture numérique” entre ceux qui ont accès aux ressources de l'information et ceux qui en sont écartés est réduite.

## Les TIC, des outils puissants pour améliorer la gouvernance et renforcer la démocratie

... La plupart des femmes des pays en développement sont laissées sur le bord de la route de l'information, les éloignant toujours davantage, et encore plus que les hommes avec lesquels elles partagent la pauvreté, de l'âge de l'information. Certes, les technologies de l'information ne sont pas dépourvues de risques, mais le risque le plus grand couru par les femmes est celui de ne pas être associées à la société de l'information.

... Les technologies de l'information représentent un outil extrêmement puissant pour améliorer la gouvernance et renforcer la démocratie. Dans les pays en développement, elles sont particulièrement utiles pour donner la parole aux femmes qui sont, le plus souvent, isolées, invisibles et silencieuses. Elles peuvent contribuer à élargir la participation politique des femmes, car elles sont un vecteur d'instauration de réseaux féminins, de développement de plaidoyers social et politique, de renforcement de la participation des femmes aux processus politiques, d'amélioration de la performance des femmes élues, d'accroissement de l'accès des femmes au gouvernement et à ses services, et de diffusion des connaissances.

## Profiter des possibilités offertes par les TIC

... Pour s'assurer de l'inclusion d'une optique d'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques relatives aux technologies de l'information, le moment est particulièrement opportun. En effet, la plupart des pays en développement sont en train d'élaborer ou

viennent juste d'initier la formulation de politiques nationales dans ce domaine. Toutefois, pour que les femmes profitent vraiment des possibilités offertes par les technologies de l'information (TIC), la sensibilisation des décideurs sur l'influence et l'impact que celles-ci ont sur les femmes est cruciale. De plus, un dialogue entre les décideurs sur les technologies de l'information et ceux responsables de l'égalité femmes-hommes doit s'instaurer pour que les programmes répondent aux besoins des femmes et leur permettent de s'engager dans le débat politique qu'impliquent ces technologies. Une composante de formation à l'utilisation de ces technologies doit être impérativement incluse dans ces programmes.

## Améliorer l'infrastructure

... Élargir l'accès des femmes aux technologies de l'information dans les pays en développement suppose que l'on élargisse, là où vivent les femmes, la disponibilité des moyens de communication et leur accessibilité. L'extension de l'infrastructure, surtout en ce qui concerne les communications sans fil et par satellite, dans les régions rurales et péri-urbaines revêt une importance majeure. Pour garantir l'accès des femmes aux technologies de l'information, les efforts doivent se concentrer sur la création de centres publics, tels que les télécentres, les boutiques téléphoniques, et sur la mise en place de modalités publiques, pratiques et accessibles.

## Instruire, action primordiale

... Pour que les filles et les femmes aient pleinement accès aux technologies de l'information et en tirent des avantages, la clé de voûte repose sur l'instruction, à tous les niveaux, allant de l'alphabétisation à une éducation scientifique et technologique. La gamme des interventions dans le domaine est large. Toutefois, et en premier, les efforts consentis ces dix dernières années, pour garantir aux filles et aux femmes une instruction de base et de qualité doivent être poursuivis et renforcés. Les technologies de l'information et de la communication doivent faire partie intégrante des programmes éducatifs, que ce soit ceux d'instruction primaire pour les filles ou ceux d'alphabétisation destinés aux femmes. Le contact avec les TIC dès le plus jeune âge et à toutes les étapes de vie est indispensable.

## Acquérir des compétences

... Outre l'accès à l'éducation de base, les filles et les femmes doivent acquérir des compétences leur permettant d'assumer une multiplicité de rôles dans le domaine des technologies de l'information, allant de celui d'utilisatrice à celui de gestionnaire, en passant par celui de créatrice et de conceptrice. Aussi, les initiatives doivent-elles chercher à augmenter le nombre de filles et de femmes étudiant les technologies de l'information et autres sujets connexes; elles doivent également viser à dispenser une formation en la matière en dehors de l'école.

## La Commission de la Condition de la Femme met en avant les TIC\*

La Commission de la Condition de la Femme, créée en 1946 par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, a inscrit deux points à l'ordre du jour de sa 47<sup>e</sup> session qui aura lieu en mars 2003. Un des sujets est celui de l'accès des femmes et leur participation aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, l'impact de ceux-ci et leur utilisation comme outil de promotion des femmes et de renforcement de leurs pouvoirs.

Le rapport préparé pour Beijing + 5, en 2000, par WomenWatch et WomenAction, sera considéré. Il englobe de nombreux aspects, notamment que les femmes sont, comme elles l'ont toujours été, exclues des sphères du pouvoir et de la prise de décision en

rapport avec les TIC, que celles dans l'incapacité d'utiliser les TIC seront de plus en plus marginalisées et, que les TIC ont la capacité d'aider les femmes à communiquer et à travailler.

Ces arguments soulignent les enjeux politiques des TIC, principalement: le manque d'accès des femmes aux TIC, le besoin pour les femmes d'une formation dans le domaine et d'espaces d'expression, et enfin le droit à la communication en tant que droit humain fondamental.

Les délibérations de la Commission de la Condition de la Femme serviront de contribution au Sommet Mondial de la Société de l'Information (voir encadré page 13), qui aura lieu à Genève (Suisse) en 2003 et à Tunis (Tunisiste) en 2005.

\* [http://www.unhchr.ch/french/html/menu2/2/cswomen\\_fr.htm](http://www.unhchr.ch/french/html/menu2/2/cswomen_fr.htm)

### Au Kenya, plus de femmes sur la toile

Sur la toile, un nouveau site vient de s'ouvrir: the Horn of Africa Region Women's Knowledge Network (Hawknet). Les femmes du Kenya, d'Ouganda, de Tanzanie, d'Éthiopie, d'Érythrée, de Djibouti, du Soudan et de la Somalie vont pouvoir tirer profit des ressources d'Internet: s'informer, échanger, prendre part aux débats, s'exprimer sur les politiques nationales, donner des points de vue, etc. Pour Noeleen Heyzer, Directrice de l'UNIFEM, Hawknet est un exemple de création d'un environnement favorable à l'égalité, aux relations entre pays, groupes, hommes et femmes. Le site a été lancé par l'UNIFEM avec le soutien de la Banque mondiale. Il est logé à l'African Centre for Women, Information and Communications Technology (ACWICT), dont la directrice affirme que ce site contribuera à la promotion économique, sociale et politique des femmes. ¶

Pour plus d'informations, visiter la page du site web:<http://www.acwict.or.ke>

### En Ouganda, plus de femmes utilisent les TIC

Nakaseke Women Development Association (NAWODA) en Ouganda forme les femmes aux TIC afin qu'elles les utilisent pour leurs activités quotidiennes de génération de revenus. Les membres de NAWODA possèdent un télécentre, avec bibliothèque, équipements informatiques et audiovisuels, téléphone, fax, qui leur permet de chercher des emplois, d'initier des activités économiques, de s'informer sur les marchés, etc. Les femmes de Nakaseke, pour la plupart pauvres, pas ou peu lettrées, ont été les premières à utiliser le CD-Rom *Rural Women in Africa: Ideas for Earning Money*, produit par l'International Women's Tribune Centre: (ICWT) et le bureau pour l'Afrique australe et de l'est du Centre de Recherche International pour le Développement (CRDI/Nairobi). Anastasia, agricultrice de 73 ans, a été la première à essayer le CD-ROM et c'est elle qui en assure la promotion. Elle explique que le CD-ROM, outre les informations qu'il fournit sur des divers moyens pour augmenter ses revenus, permet aux femmes de discuter ensemble de leurs problèmes et de s'épauler pour trouver des solutions. NAWODA est à la recherche de partenaires et de donateurs pour compléter son équipement informatique, investir dans de nouveaux projets et augmenter ses fonds. ¶



» Le télécentre de Nakaseke

Pour plus d'informations, contacter:

Henry Serunkuma, Coordinateur, PO Box 1051, Nakaseke, Ouganda,

Tél: + 256 71 843 308, e-mail: [hmelanin@yahoo.com](mailto:hmelanin@yahoo.com),

Site web: <http://www.wougnet.org/Profiles/nawoda.html>

### En Jordanie, plus de femmes dans les carrières de l'information

Pour réduire la fracture numérique vis-à-vis des femmes dans les politiques nationales relatives aux technologies de l'information, l'UNIFEM, en partenariat avec plusieurs intervenants, dont Cisco Systems, a organisé une formation de deux mois sur les TIC: 217 femmes y ont participé. Le but était de permettre à ces femmes formées d'accroître leur compétitivité professionnelle dans le domaine. Un programme d'emploi dans le secteur privé a accompagné cette formation, dont l'évaluation sera possible grâce à un système de suivi des carrières des bénéficiaires. ¶

Pour plus d'informations, contacter Deema Bibi, Directrice du Programme National des Technologies de l'Information, e-mail: [unifem@nets.com.jo](mailto:unifem@nets.com.jo)

### Au Kenya, plus de villages à l'écoute du monde

Arid Land Information Network (ALIN: réseau d'information des zones arides), appuie les agents ruraux de développement pour installer des équipements captant les informations d'un satellite de radio-diffusion numérique. Cette technologie novatrice de communication, mise à disposition par WorldSpace Satellite Network, permet d'accéder à l'information dans les endroits les plus reculés, même ceux dépourvus de téléphone et d'électricité, grâce à une radio spéciale connectée à un ordinateur dotée d'une carte spécifique. Les données peuvent être téléchargées, diffusées, stockées, imprimées. La chaîne d'ALIN se concentre sur les informations relatives à la santé, l'environnement, l'agriculture, les micro-entreprises, la résolution des conflits. ¶

Pour plus d'informations, contacter:

**ALIN-Eastern Africa**

James Nguo, Coordinateur régional  
PO Box 10098, 00100 Nairobi, Kenya

Tél: + 254 2 715293

Fax: + 254 2 71 0083

e-mail: [baobab@iconnect.co.ke](mailto:baobab@iconnect.co.ke)

Site web: <http://www.alin.or.ke>



### Ouvrir les TIC aux femmes pauvres

... Jusqu'à présent, la majorité des femmes utilisant les technologies de l'information appartiennent à l'élite instruite. Pourtant, les femmes pauvres des pays en développement peuvent surmonter les obstacles les empêchant d'accéder à ces technologies, et être à même de les utiliser pour mieux tirer profit des ressources et exercer leurs droits fondamentaux. En effet, des solutions technologiques et sociales existent. La plupart ont été testées par des projets pilotes, qui pour l'instant sont encore peu diffusés. On peut citer l'exemple du Burkina Faso où la diffusion d'informations auprès des femmes rurales sur la production et la commercialisation agricoles a été rendue possible grâce aux boutiques d'information; celui de l'Inde où l'association des femmes professionnelles indépendantes ouvrent des centres technologiques d'information pour former les femmes entrepreneurs en informatique de gestion.

... Les occasions offertes par les TIC doivent être saisies parce que tant les avantages potentiels que les coûts de non-adoption sont très élevés. En outre, aborder cette question dans la seule optique d'éviter la marginalisation des femmes serait une erreur. En effet, les femmes doivent aussi agir comme agents de changement utilisateur des technologies de l'information pour accélérer leur évolution sociale et économique, ainsi que celle de la société. D'ailleurs, les Nations Unies placent l'accès des technologies de l'information au troisième rang des questions les plus importantes concernant les femmes à l'échelle mondiale, après la pauvreté et la violence à l'égard des femmes (voir encadré ci-contre). ¶

1 <http://www.un.org/french/aboutun/dudh.htm>

2 Équité entre les sexes, technologie de l'information et pays en développement: une étude analytique, Nancy Hafkin et Nancy Taggart, juin 2001, Academy for Educational Development (AED), Office of Women in Development, Bureau for Global Programs, Field Support and Research, US Agency for International Development (USAID). Pour obtenir plus amples informations ou des exemplaires imprimés du rapport intégral ou du résumé analytique, prière de contacter le bureau de l'USAID, Office of Women in Development (WID), 1330 Pennsylvania Avenue, NW, Washington, DC 20523, États-Unis. Une version électronique est disponible sur le site Web WID de l'USAID: <http://www.usaid.gov/wid/pubs.htm>.

Tant le résumé analytique que la copie intégrale peuvent également être obtenus auprès de l'AED/LearnLink, 1875 Connecticut Avenue, NW, Washington, DC 20009-5721, États-Unis, ou télécharger à partir du site <http://www.aed.org/learnlink>, courrier électronique: [learnlink@aed.org](mailto:learnlink@aed.org).

# Refuser l'oubli et rompre le silence: solidarité et échanges

par Rosalie Ouaba, Directrice générale du CESAO

**L'**Union des Femmes Rurales Ouest-Africaines et du Tchad (UFROAT) naît en mars 2000. Les femmes de cette union se mobilisent pour sortir de leur précarité et la combattre pour pouvoir jouir pleinement de leurs droits socio-politiques et économiques. On exagérerait à peine en décrivant l'UFROAT comme la manifestation d'un refus: celui de l'oubli et du silence des femmes.

## Le déclic

En 1996, lors de la première rencontre internationale des femmes rurales ouest-africaines, organisée par le Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest (CESAO), un déclic s'est produit parmi les femmes rassemblées. Déclic pour rompre leur isolement, entrer dans une dynamique de solidarité et d'intégration, s'organiser et se regrouper. Déclic pour faire face aux difficultés, oser prendre la parole et place au sein des instances de décision. Les femmes donnaient forme au creuset de l'UFROAT: celle de la défense de leurs intérêts face aux exigences économiques croissantes que la mondialisation impose à leurs activités agricoles quotidiennes.

À la fin de la rencontre, les femmes ont pris rendez-vous, tout d'abord dans leurs pays respectifs et ensuite ensemble au CESAO<sup>1</sup>. Des rencontres décentralisées se sont succédées: de Kaolack au Sénégal à Lokossa et Parakou au Bénin, en passant par Matourkou et Kaya au Burkina Faso, Ségou au Mali, Maradi au Niger et Kara au Togo, occasions d'échanges et de partage d'expériences dans divers

domaines: production, transformation, commercialisation et innovations technologiques. Quatre ans plus tard, en 2000, les femmes, encore plus nombreuses se retrouvaient pour une nouvelle rencontre internationale intitulée "La parole aux femmes rurales". Elles venaient du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo.

## La décision

Cette rencontre a été un moment fort où le diagnostic sur l'isolement et la dispersion des structures féminines dans les pays de la sous-région a été mis en exergue. Plus que jamais et de façon explicite, la nécessité d'une plate-forme de concertation à l'échelle sous-régionale venait de se confirmer.

En effet, faire reculer les frontières de la faim, de la misère et de la violation des droits de la femme était toujours aussi crucial, relever les défis qui étaient légions, était plus que jamais urgent: alphabétisation, maîtrise des mécanismes du marché, gestion de l'information, intégration régionale, mondialisation des échanges. Face à ces défis, le sentiment dominant était l'abandon et/ou la solitude. Les femmes confirmaient le besoin de s'associer pour défendre leurs droits, échanger entre elles et avec les organisations à tous niveaux, s'informer et se former sur les questions les touchant directement. L'UFROAT était née.

## Les premiers pas de l'UFROAT

L'UFROAT, structure régionale, à laquelle dix pays ont adhéré, s'enracine à la base par

son prolongement au niveau national; depuis mars 2000, six pays ont créé leur structure-relais: le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Togo et le Tchad. Elle est ouverte à toute organisation paysanne de femmes et toute organisation paysanne mixte travaillant dans le sens de la promotion de la femme ou encore à tout individu qui, par son engagement, a montré un dévouement pour la promotion des femmes, des femmes rurales en particulier.

L'UFROAT, tout en se préparant à adhérer au Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), se concentre sur le renforcement de ses bases. En effet, si peu à peu, elle se consolide et fait des émules, elle souhaite avant tout franchir le seuil des bonnes intentions et concrétiser les aspirations de ses membres. ¶

<sup>1</sup> Le CESAO est un organisme de formation axé sur l'appui-accompagnement en conseils, recherche-action, formation, communication. Depuis sa création, il oeuvre pour un développement participatif, déterminant le type d'actions avec ses partenaires pour choisir ensemble la meilleure articulation entre les différents types d'appui. L'auto-promotion est son axe privilégié de collaboration avec les organisations paysannes pour consolider la société civile et améliorer le cadre de vie des populations, particulièrement des femmes et des jeunes. Il intervient en Afrique de l'Ouest en particulier les pays de la sous-région soudano-sahélienne: Burkina Faso, Mali, Sénégal, Tchad, Niger, Guinée, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin. Il publie des documents écrits et audiovisuels en français et en langues locales. Contact: CESAO, 01 BP 305, Bobo Dioulasso 01, Burkina Faso. Tél: + 226 97 10 17; Fax: + 226 97 08 02, e-mail: cesao.bobo@fasonet.bf

## Pour toute information sur l'UFROAT, contactez:

Madame Ira Awa  
Présidente de l'UFROAT  
BP 1287, Bobo-Dioulasso, Burkina Faso  
ou s/c CESAO Centre, 01 BP 305,  
Bobo-Dioulasso 01, Burkina Faso  
e-mail: cesao.bobo@fasonet.bf

*"Ensemble nous sommes plus fortes",  
telle est la devise de l'UFROAT.*

## LEISA – une approche durable à la promotion des intérêts locaux

LEISA est le Centre d'Information sur l'agriculture durable à bas intrants externes ('Low External Input Sustainable Agriculture' – LEISA) basé à Leusden aux Pays-Bas. Ses activités visent la promotion des paysans, hommes et femmes et des communautés, qui tentent de construire leur futur sur la base de leurs propres connaissances, compétences, valeurs, culture et institutions. Le point central du concept de LEISA est de trouver des options techniques et sociales ouvertes aux paysans qui cherchent à améliorer leur productivité et leur revenu d'une manière écologique.

Le magazine LEISA est publié 4 fois par an en anglais et fournit des informations sur les expériences des petits paysans, avec une référence spéciale à ceux qui vivent dans des zones marginales – en souli-

gnant l'importance de leurs connaissances pour une écologie durable et la sécurité alimentaire.

## L'heure de l'évaluation

La revue de juillet 2001 incluait des extraits de l'enquête effectuée par John Madely couvrant 39 pays en développement d'Afrique, Asie et Amérique Latine et examinant l'impact de la libéralisation du commerce sur les petits paysans. Toutes les études sur le Kenya, le Ghana, le Zimbabwe, le Mexique, la Jamaïque et les Philippines montrent comment la libéralisation des échanges pénalise plus lourdement les femmes et accentue les inégalités hommes-femmes. En effet, la libéralisation du commerce a particulièrement affecté et de manière disproportionnée les femmes qui, dans la plupart des pays, produisent de 60 à 70% de l'alimentation. Les causes en sont: l'élimination des subsides, le tarissement du crédit et l'importation massive de

nourriture sur les marchés nationaux. L'enquête propose une révision complète de la politiques dominante en matière d'échange pour favoriser la protection des conditions de vie des petits paysans des pays en développement et assurer la sécurité alimentaire.

D'autres numéros du magazine ont traité de l'agrobiodiversité, de la désertification, de l'innovation paysanne et de l'agro-foresterie. Un numéro consacré à la féminisation de l'agriculture est prévu pour la fin de l'année.

LEISA offre à la consultation une base de données spécialisée et un site web interactif qui donne accès à d'autres sources d'information sur le développement de l'agriculture durable.

Les organisations et particuliers intéressés du Sud peuvent recevoir le magazine gratuitement sur demande en écrivant à LEISA ou en envoyant un e-mail à l'adresse suivante: [subscription@ileia.nl](mailto:subscription@ileia.nl). ¶

e-mail: [ileia@ileia.nl](mailto:ileia@ileia.nl)

Site web (en anglais): <http://www.ileia.org>

## Les savoirs traditionnels

# Les semences de Kokopelli

**K**okopelli, le joueur de flûte bossu est un symbole de fertilité connu depuis des millénaires en Amérique. La bosse de son dos n'est pas une vraie bosse mais un sac de semences qu'il sème à tout vent. Il joue de la flûte, insufflant ainsi le souffle de la vie à chacune des graines.

L'Association Kokopelli lutte depuis plus de 10 ans pour la préservation des ressources génétiques dans le domaine alimentaire. Elle veut régénérer et disséminer les multiples semences traditionnelles, et mettre en valeur des espèces alimentaires qui croissent en harmonie avec leur environnement. Elle se réfère au concept d'agro-écologie et ses semences sont produites selon des modalités totalement respectueuses de l'environnement. C'est une véritable banque vivante de semences qui offre aux jardiniers une collection unique en Europe: 2.000 variétés de plantes potagères, céréalières, aromatiques, dont 550 variétés de tomates, 400 de piments, 150 de courges, 130 de laitues.

### Mettre en valeur les semences traditionnelles

En Asie du sud, Kokopelli a impulsé la création d'un réseau de production, de conservation et d'échange de semences d'anciennes variétés de plantes potagères, de céréales et de toutes les plantes susceptibles de favoriser des processus d'agriculture durable. Ce réseau, basé en Inde dans le Tamil Nadu, porte le nom d'Annadana\*, ce qui signifie en sanskrit "don de la nourriture", en hommage aux traditions antiques de l'Asie et à l'un des principes spirituels essentiels des Upanishads: "Multiplie la nourriture par mille". Pour doter le réseau Annadana de fondements solides, une collection de semences a été acheminée. En quelques mois, 40.000 sachets de semences ont été

envoyés gratuitement à des ONG indiennes et sri-lankaises œuvrant pour le développement durable, ainsi qu'aux villages de réfugiés tibétains.

L'Association est également présente en Afrique pour établir, en partenariat avec des organisations, des réseaux paysans de production et d'échange de semences. Elle envisage de lancer un programme "Femmes semencières", en particulier au Niger, Burkina Faso et au Sénégal.

L'Association Kokopelli a publié *Les semences de Kokopelli: manuel de production de semences dans le jardin familial – Répertoire de variétés de semences*, écrit par Dominique Guillet. C'est un magnifique ouvrage de 420 pages en grand format (avec 72 superbes pages couleur), qui est avant tout un manuel de production de semences pour le jardin familial, et qui présente la collection de variétés de l'association Kokopelli. Le livre, écrit en français et qui sera prochainement traduit en anglais, donne des informations précises sur les processus autonomes de production de légumes et de conservation des semences traditionnelles dans le jardin familial. ♪

\* Adresse e-mail: [annadana@auroville.org.in](mailto:annadana@auroville.org.in)

### Pour commander le livre ou vous renseigner sur les activités de Kokopelli, veuillez contacter:

#### Association Kokopelli

131 Impasse des Palmiers, 30 100 Alès, France  
Tél: +33 (0) 4 66 30 64 91;  
Fax: +33 (0) 4 66 30 61 21  
e-mail: [kokopelli.assoc@wanadoo.fr](mailto:kokopelli.assoc@wanadoo.fr)  
Prix du livre: 32 euros

## Mieux que les techniques modernes: les méthodes agricoles organiques

**G**eorgina Koomson, jeune agricultrice ghanéenne, a lancé depuis 1998, avec ses propres fonds et un appui de la GTZ, le projet *Ideal Providence Farm*, qui couvre les régions du centre, nord et ouest du Ghana. Ce projet forme à la préparation de pesticides et d'engrais naturels composés d'éléments disponibles localement. Il s'adresse aux agricultrices dont les ressources limitées ne leur permettent pas d'acheter des pesticides pour protéger leurs cultures dans leurs champs et jardins. La formation est complétée par l'apprentissage de méthodes agricoles organiques afin d'accroître la fertilité des sols et la productivité agricole. Depuis sa création, le projet a formé 420 agricultrices qui sont convaincues de l'intérêt de la gestion intégrée des ravageurs, dans la mesure où leurs récoltes et leurs revenus se sont grandement améliorés. Progressivement, le projet s'est étendu à la commercialisation des produits agricoles et à la gestion des activités économiques.

Georgina et les agricultrices ne comptent pas en rester là; elles envisagent l'introduction d'un système bancaire villageois dont elles seraient actionnaires; elles comptent aussi trouver les moyens d'accéder à des informations agricoles: marché, production, techniques qui, en plus de leur utilité pour produire davantage à moindre coût, élargiraient leurs compétences et leurs horizons.

Au-delà des avantages immédiats perçus et des bénéfices potentiels escomptés par ces agricultrices, les pratiques qu'elles développent s'inscrivent dans une optique de développement durable. La mauvaise utilisation des pesticides chimiques, les risques induits sur la santé humaine et animale, ainsi que sur l'environnement aboutissent souvent à l'inverse des effets attendus. La gestion intégrée des ravageurs est une pratique agricole durable, combinant différents outils pour minimiser les risques et maximiser les bénéfices. ♪

Pour plus d'informations, contacter: Georgina Koomson par e-mail: [ginakoomson@yahoo.co.uk](mailto:ginakoomson@yahoo.co.uk)

## Faites le tour du monde dans votre cuisine

**T**ous les lecteurs qui ont envie de partir dans un voyage culinaire autour du monde ouvriront le livre des recettes en ligne de la FAO. Ce livre rassemble presque 800 recettes de cuisine pour la préparation traditionnelle des produits du monde entier. La force des épices, la fraîcheur des légumes et la douceur des fruits y sont exhalées. Du Pakistan au Pérou et de la Chine à la Côte d'Ivoire, il y en a pour tous les goûts. Toute l'information sur les recettes de cuisine est organisée par pays d'origine, type de plat, ingrédients à utiliser et niveau de difficulté. Pour commencer cette aventure culinaire aller sur: <http://www.fao.org/inpho/fr/informations/cookbook/>

Et pourquoi ne pas faire, par exemple, un voyage au Cameroun avec la sauce d'arachide à la viande: 30 minutes de préparation, 2 heures de cuisson, des ingrédients aisés à rassembler: bœuf (morceaux avec os): 1,2 kg; piment: 5 g; céleri: 25 g; tomate: 217 g; oignon: 100 g; arachide: 370 g; du sel, du bouillon cube: 25 g; de l'huile de palme: 100g et de l'ail: 10 g, et le parcours est facile:

- Faire griller l'arachide et la réduire en pâte, écraser la tomate, les piments et les autres condiments.
- Couper la viande en morceaux et la laver.
- Faire chauffer l'huile de palme jusqu'à Blanchiment; y faire revenir l'oignon découpé en fines lamelles, puis la tomate, les condiments et la viande et laisser mijoter quelques minutes.
- Ajouter la pâte d'arachide et une quantité suffisante d'eau.
- Laisser cuire à feu doux.

Source: Bell, A., Rikong-Adie, H., Hagbe, B., Ndanga, T., Centre de nutrition, IMPM, Yaoundé, Cameroun

Le site du livre de cuisine est hébergé par le réseau d'information sur les opérations après récolte (INPhO), créé par la FAO en partenariat avec la GTZ et le CIRAD, pour accélérer le développement des activités dans le secteur de l'après-récolte des produits agricoles tropicaux, en facilitant l'accès aux données techniques et l'échange d'informations entre les acteurs.

En effet, augmenter la productivité et l'efficacité de l'agriculture est une bonne chose, mais il est tout aussi important de s'occuper des pertes qui peuvent résulter de l'absence d'une gestion sérieuse de l'après-récolte. C'est dans le but d'aider à prévenir la perte de millions de tonnes de céréales, de racines, de tubercules, de fruits et de légumes, causée par une manutention et un entreposage inadéquats, par des prédateurs et des parasites, ainsi que par des problèmes de transport et de commercialisation, qu'a été lancé en 1998 le Réseau d'information sur les opérations après-récolte (INPhO).

Pour plus d'informations, contacter la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) Service des agro-industries et de gestion après-récolte Division des systèmes de soutien à l'agriculture Viale delle Terme di Caracalla, 00100, Rome, Italie e-mail: [inpho@fao.org](mailto:inpho@fao.org) Site web: <http://www.fao.org/inpho> INPhO est également disponible sur CD-ROM sur demande.

# L'égalité des droits est l'un des piliers du développement

**V**oilà les premiers mots d'un document que les femmes ont prononcé au Sommet de la terre. De Rio à Johannesburg, de 1992 à 2002, d'Amérique en Afrique, elles ont fait part de leurs revendications et avancé des propositions concrètes pour que l'égalité entre hommes et femmes et l'équité sociale soient considérées au même titre que le respect de l'environnement et la recherche d'une croissance économique harmonieuse.

Groupe majeur d'intérêt parmi les neuf groupes définis dans l'Agenda 21 de Rio, les femmes disent clairement que si elles ne sont pas intégrées dans les décisions économiques, sociales et environnementales, le développement durable est voué à l'échec.

L'intégration des femmes, est un concept qui fait couler beaucoup d'encre et qui provoque une multitude de réactions. Sa portée touche les racines profondes de la société. Le développement durable suppose un monde où société, économie et environnement interagissent et où les droits ne sont plus une contrainte mais un élément d'équilibre et d'égalité.

"Il ne faut pas oublier qu'une des manifestations les plus pernicieuses de la dégradation de l'environnement, ce n'est ni la pollution, ni les décharges des déchets toxiques, ni les retombées militaires, qui sont autant de coups de poignard dans le cœur de la planète, mais la pauvreté", déclarait Bella Abzug, ancienne Présidente du Women's Environment and Development Organisation (WEDO), lors du dernier Sommet du Microcrédit. Une des causes de cette pauvreté, parmi tant d'autres, est la non-reconnaissance des droits des femmes et leur méconnaissance par les femmes elles-mêmes. Le droit à la terre est un de ces droits fondamentaux encore en discussion.

## 56e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 19 décembre 2001 (extrait) \*

L'Assemblée Générale (...) invite les Etats Membres, (...) à accorder une plus grande importance à l'amélioration de la situation des femmes (...) notamment (...) en élaborant des lois et en révisant celles qui sont en vigueur afin de garantir que, lorsqu'il existe un système de propriété foncière et immobilière privée, des droits égaux soient accordés aux femmes rurales en ce qui concerne la possession des terres et d'autres biens, notamment au moyen du droit de successibilité, et en introduisant des réformes administratives et autres mesures nécessaires pour accorder aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes en matière de crédit, de capital, de recours aux technologies appropriées, d'accès aux marchés et à l'information.

\* <http://www.un.org/french/ga/56/fifth/>

"Nous les femmes formons une partie significative de la force de travail et soutenons la majorité des familles et des communautés. Nous sommes consommatrices et productrices, et faisons des choix importants. Aux quatre coins du monde nous sommes des facteurs de changement. Femmes de tous les âges et de toutes les origines, nous faisons preuve d'engagements, de connaissances et de compétences pour bâtir une société plus durable...".

## Le droit des femmes à la terre: un droit de toute l'humanité<sup>1</sup>

Imaginez une femme qui a passé des années à travailler une parcelle de terre, la rendant fertile pour pouvoir nourrir sa famille. Un jour, son mari décide de la lui ôter car le sol qu'elle a enrichi est précisément celui dont il a besoin pour cultiver des arbres fruitiers générateurs de revenus. C'est lui le chef de famille: la décision ne se discute pas. Son épouse se retrouve avec une parcelle de terre moins fertile et plus éloignée de la maison, où elle doit tout recommencer à zéro.

Des millions de femmes rurales dans le monde ont des droits d'occupation des terres – c'est-à-dire les droits de propriété, de contrôle et d'utilisation – très limités. Le contrôle des femmes sur le foncier a toujours été faible, mais la situation s'est aggravée suite à la désaffectation des cultures vivrières au profit des cultures commerciales.

"Avec la mondialisation, la demande pour les cultures de rapport a subi une forte augmentation", déclare Zoraida Garcia, spécialiste de la FAO en matière de parité hommes-femmes et de régime foncier. "En conséquence, la terre sur laquelle les femmes cultivaient la nourriture pour leur famille passe désormais à la production commerciale, qui est généralement contrôlée par les hommes. L'absence de droits et de sécurité concernant la terre est un des obstacles les plus sérieux à l'accroissement de la production vivrière et des revenus des femmes rurales".

Si la proportion de femmes chef de famille

rurale continue à augmenter, atteignant près d'un tiers des ménages dans certains pays en développement, moins de 2% des terres appartiennent aux femmes. Dans de nombreuses sociétés, la tradition et la législation sont un obstacle à la propriété foncière des femmes, que ce soit par acquisition ou par héritage, sans parler de l'accès restreint à d'autres ressources cruciales pour la production vivrière – comme l'eau et le crédit.

## Propriété sans contrôle

L'accès à la terre, qu'elle soit privée ou communale, n'est pas toujours une question de droits juridiques. "La sécurité foncière dépend de la propriété et de l'accès, mais aussi de la capacité de contrôle et du droit d'utilisation, éléments souvent liés à la tradition et à l'économie", indique Zoraida Garcia.

Au Nicaragua, par exemple, les lois garantissent la propriété conjointe du mari et de la femme, facilitant ainsi l'accès des femmes à la terre. Toutefois, ce n'est pas suffisant, car l'homme est souvent le seul à pouvoir obtenir un crédit pour acheter des intrants (semences, outils et engrais). Dans de nombreux autres pays, les femmes ont le droit d'hériter et d'être propriétaires de la terre, mais la tradition veut que l'utilisation de la terre soit décidée par les hommes, qui sont les seuls à être officiellement reconnus comme agriculteurs.

## Un droit de l'humanité

"Ceci revient à une incapacité de reconnaître les femmes en tant qu'agricultrices à part

## Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (extraits)\*

Article 14: (...) Les Etats parties prenantes prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans les zones rurales afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, leur participation au développement rural et à ses avantages et, en particulier, ils leur assurent de plein droit: (...) d'avoir accès au crédit et aux prêts agricoles, ainsi qu'aux services de commercialisation et aux technologies appropriées, et de recevoir un traitement égal dans les réformes foncières et agraires et dans les projets d'aménagement rural.

\* [http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/icecdaw\\_ft.htm](http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/icecdaw_ft.htm)

## Commission des droits de l'homme sur l'égalité des femmes en matière de propriété, d'accès et de contrôle foncier et égalité du droit à posséder des biens et à un logement convenable, avril 2000, 52e séance (extrait)

La Commission des droits de l'homme\*(...) affirme que la discrimination à laquelle se heurtent les femmes en droit pour acquérir et garder des terres, des biens et un logement, ainsi qu'un financement pour l'achat des terres, de biens et d'un logement constitue une violation du droit des femmes à être protégées de la discrimination.

\* <http://www.hri.ca/fortherecord2000/bilan2000/documentation/commission/2000-13.htm>

entière”, fait remarquer Mme Garcia. Ceci se répercute sur l'accès des femmes au crédit, aux intrants, à la vulgarisation. “Les femmes rurales sont parmi les plus pauvres de la planète, mais ceci n'a rien à voir avec la charité. Les droits sur la terre sont des droits de l'humanité, et les femmes et les hommes devraient bénéficier de droits égaux” dit-elle en ajoutant: “Les gouvernements doivent reconnaître les femmes comme agricultrices et propriétaires de la terre; c'est important lorsqu'on lance des réformes foncières”.

## Renforcer la position des femmes

La recherche sur les différents moyens dont hommes et femmes sont touchés par les statuts actuels d'occupation des terres est une des actions du Service parité hommes-femmes et développement de la FAO. Cette recherche vise, entre autres, à connaître les effets des législations et systèmes fonciers en vue de détenir davantage d'éléments pour renforcer la position des femmes vis-à-vis de la terre. Une autre activité importante est la sensibilisation des organismes de développement et des gouvernements à l'importance de la reconnaissance du droit des femmes à la terre, et d'incorporer la problématique hommes-femmes dans toutes les activités concernant l'agriculture et le régime foncier. En effet, comme le précise Mme Garcia, “si les femmes ne sont pas présentes aux réunions où le droit à la terre et aux autres ressources est discuté et où les décisions sont prises, comment connaîtront-elles leurs droits ou auront-elles une quelconque influence?”<sup>2</sup> ¶

1 FAO, Service parité hommes-femmes et développement, extraits du communiqué de presse du 8 mars 2002, “Femmes, terres: propriété et utilisation”: [www.fao.org/nouvelle/2002/020302-f.htm](http://www.fao.org/nouvelle/2002/020302-f.htm)

2 idem

Ce n'est pas seulement la loi qui renforcera le pouvoir des femmes, mais aussi l'action des femmes elles-mêmes. Une fois informées et conscientes de la loi et de sa portée, les femmes agiront sur la loi afin de la façonner pour modifier la société dans le sens de la justice et de l'égalité.

Nombreuses sont les femmes qui, parce qu'elles n'ont pas conscience de la loi ou ne la connaissent pas, subissent abus et injustices et sont spoliées de leurs droits. En outre, les pratiques sociales discriminatoires et dévalorisantes perdurent et de nombreuses dispositions juridiques continuent à institutionnaliser la marginalisation des femmes et leur inégalité face aux ressources.

La question des droits des femmes est devenue un véritable débat de société grâce à la mobilisation des organisations féminines, et les actions de plaidoyer pour obtenir des modifications législatives et des changements significatifs dans les politiques sont de plus en plus conséquentes. Toutefois, l'action directement auprès des femmes pour combler le manque d'information juridique des femmes est fondamentale.

Il s'agit bien sûr de connaître les ABC de la loi mais l'éducation juridique va plus loin.

En effet, la seule connaissance de la loi est insuffisante. Il faut aussi la démystifier en la rendant compréhensible et accessible, c'est-à-dire que suite à l'acquisition de la conscience de la loi, la compréhension de ses forces, de ses faiblesses et de son adéquation au vécu quotidien est une composante nécessaire. C'est seulement de cette façon que la loi peut être employée comme instrument de changement social, économique et politique.

## L'éducation juridique est un processus d'acquisition de pouvoirs

Elle vise à développer les capacités individuelles pour affirmer ses droits, critiquer la loi et sa portée et agir pour dépasser les limites imposées. Elle permet, non seulement de faire respecter ses droits, mais elle facilite l'examen et la redéfinition de la loi et ses modes d'application. C'est ainsi que les femmes engagées dans un processus d'éducation juridique peuvent, non seulement savoir ce que les textes leur accordent, mais aussi en devenir actrices pour les faire respecter et pour les modifier. Du statut de victime, elles passent au rôle de décideur. Le sens ultime de l'alphabétisation juridique est celui de la dignité humaine. ¶

### Respect et connaissance des droits: thèmes prioritaires des partenaires de Dimitra

“L'accès des femmes à la terre” et “L'éducation juridique des femmes, bonne gouvernance et démocratie”, deux thèmes qui seront examinés au cours de conférences organisées respectivement par l'ENDA-PRONAT au Sénégal et Women'sNet en Afrique du Sud. La conférence aura lieu en février 2003 au Sénégal et son but sera de faire le point

sur la situation des femmes vis à vis de leur accès à la terre, par rapport à la législation officielle, les coutumes et traditions etc.

La seconde conférence aura lieu en octobre 2003 en Afrique du Sud et analysera l'impact qu'a l'éducation juridique des femmes sur leur statut et leurs conditions de vie.

### Sommet Mondial de la Société de l'Information

Près de 2.000 participants de 51 pays africains se sont réunis à Bamako, du 25 au 30 mai 2002, en vue de stimuler la participation de l'Afrique au Sommet mondial de la société de l'information, qui se tiendra à Genève en 2003 et à Tunis en 2005. Ce Sommet a pour but d'étudier les moyens et les politiques à mettre en œuvre afin que tous les habitants de la planète aient accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Ce Sommet se tiendra sous l'égide des Nations Unies.

Pour l'Afrique, la société de l'information est un enjeu essentiel. Aussi, elle se devait de marquer son empreinte dès la préparation du Sommet, et de présenter avec force sa vision de la société de l'information, la place et le rôle qu'elle entend y tenir.

En prenant l'initiative d'organiser la première Conférence régionale préparatoire au Sommet, l'Afrique a lancé un nouveau type de partenariat pour les conférences internationales en réunissant des représentants des gouvernements, des entreprises privées et de la société civile et en créant les conditions d'un dialogue sur un pied d'égalité. Elle a également marqué le pas pour combler le fossé entre les “in-

fos-pauvres” et les “infos-riches”. En avril dernier, lors d'un entretien accordé à la Tribune de Genève, l'ancien Président du Mali Alpha Oumar Konaré avait précisé: “Sur la forme, la conférence de Bamako sera la première à déterminer les modalités de participation du secteur privé et de la société civile. Sur le fond, elle permettra aux 53 pays africains de présenter des thèmes communs à traiter par le sommet”.

Au cours de la Conférence, les participants se sont mobilisés pour appeler les Africains à créer des contenus qui tirent partie de la diversité culturelle et linguistique africaine, de l'étendue des savoirs traditionnels et de la créativité de tous les acteurs sociaux. La déclaration finale adoptée affirme que les Africains entendent participer pleinement à la société de l'information, en y apportant leur contribution originale et leur richesse humaine. En retour, ils entendent bénéficier des nouvelles potentialités qu'offrent les technologies de l'information.

La Conférence a également souligné que l'obtention d'une vision commune de la société de l'information impliquait certains principes, dont le droit à l'expression et à la protection des informations relevant du

domaine public mondial, afin de garantir le droit inaliénable de tout citoyen d'accéder librement aux informations. Elle a également insisté sur la mise en œuvre de stratégies d'investissement et de financement par l'aide à la création de contenus et la démocratisation des accès, avec un effort tout particulier pour les femmes et les jeunes.

Il a également été demandé aux États africains d'adopter des politiques stimulant le développement de l'infrastructure et de l'accès universel, notamment dans les zones rurales et isolées, de veiller à un meilleur équilibre de genre dans l'utilisation des TIC, et de mettre en œuvre des programmes spécifiques s'adressant spécialement aux femmes, en tenant particulièrement compte des celles appartenant aux populations rurales et marginalisées. ¶

Pour plus d'information: <http://www.geneva2003.org/bamako2002/afrique.html>

Site général du Sommet: <http://www.wsis.itu.int>  
Plate-forme de consultation de la société civile: <http://www.geneva2003.org>

\* Tribune de Genève, L'Afrique se mobilise pour le sommet de l'information, 5 avril 2002.

## Conférences

### Troisième Congrès Mondial des Femmes Rurales

2 au 4 octobre 2002, Madrid, Espagne

Environ 1500 femmes rurales, originaires du monde entier sont attendues à ce Congrès organisé par l'Instituto de la Mujer, rattaché au Ministère espagnol du Travail et des Affaires sociales. Le programme – encore provisoire – mentionne les thèmes de discussions suivants: femmes rurales au sein du village global; genre; développement durable et sécurité alimentaire; rôle des femmes dans l'agriculture et dans le développement rural; leadership et participation des femmes rurales; politiques publiques de soutien aux femmes rurales; les femmes rurales pour la paix mondiale et le développement des peuples.

Pour plus d'information, contacter:

Mme Matilde Almandoz

Tél: +34 91 445 01 22

Fax: +34 91 445 30 86

e-mail: [Cmmujer@presencia-inter.comtilde](mailto:Cmmujer@presencia-inter.comtilde)

Site web: [http://www.mtas.es/mujer/rural/mujer\\_rural/frances/default.html](http://www.mtas.es/mujer/rural/mujer_rural/frances/default.html) (en français, anglais et espagnol)

### Droit des femmes et développement: Réinventer la mondialisation

3 au 6 octobre 2002, Guadalajara, Mexique

Le 9<sup>ème</sup> forum international de l'Association pour les Femmes et le Développement aura lieu en octobre prochain au Mexique et traitera de façon novatrice la question majeure de la mondialisation. Ce sera une occasion unique pour le mouvement des femmes d'éva-

luer ses succès et d'apprécier ses manques, d'élaborer de nouvelles stratégies, de définir les bonnes pratiques afin de poursuivre le combat pour le respect des droits des femmes, le renforcement de leurs pouvoirs et la justice sociale.

Pour plus d'informations, s'adresser à:

**AWID (L'Association pour les Femmes et le Développement/ The Association for Women and Development)**

96 Spadina Avenue, Suite 401

Toronto, Ontario M5V 2J6, Canada

Tél: +1 416 594 3773 – Fax: +1 416 594 0330

e-mail: [awid@awid.org](mailto:awid@awid.org)

Site web: <http://www.awid.org> (en anglais et français)

### Genre, citoyenneté et gouvernance

30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2002, Kerala, Inde

L'équipe genre de KIT (Pays-Bas) annonce la tenue de la conférence du Programme genre, citoyenneté et gouvernance dont les objectifs sont, d'une part, de soutenir les efforts en vue d'une gouvernance plus égalitaire entre hommes et femmes et, d'autre part, de diffuser les principaux résultats des recherches conduites dans le domaine par 16 organisations, afin d'en dégager les bonnes pratiques et de les porter à l'attention des institutions.

La Conférence s'adresse aux militants, praticiens, politiques et donateurs concernés par les questions de gouvernance et de genre.

Pour plus d'informations, s'adresser à:

**Royal Tropical Institute (KIT)**

Sofia Karnehed

KIT Gender

P.O. Box 95001

HA Amsterdam, Pays-Bas

Tél: +31 20 568 8660 – Fax: +31 20 568 8409

e-mail: [s.karnehed@kit.nl](mailto:s.karnehed@kit.nl)

Site web: <http://www.kit.nl/gcg> (en anglais)

### Microcrédit + 5

10 au 13 novembre 2002, New York, États-Unis

Pour célébrer le cinquième anniversaire du Sommet du microcrédit, plus de 3.000 délégués venant de plus de 140 pays vont se réunir à New York du 10 au 13 novembre prochain. Ils chercheront à obtenir un engagement face à l'objectif du sommet qui est, d'ici l'an 2005, d'assurer, en plus de la mise à disposition de services financiers et commerciaux, l'obtention de crédits par 100 millions de familles les plus pauvres du monde, en particulier par les femmes de ces familles, pour exercer une activité indépendante.

Les praticiens du microcrédit, les promoteurs, les bailleurs de fonds et les parties prenantes concernées évalueront les progrès accomplis dans le domaine depuis 1997, discuteront des difficultés rencontrées, identifieront les nouveaux défis, et élaboreront des stratégies pour les relever.

Pour plus d'informations, se référer au site de la conférence:

Site web: <http://www.microcreditsummit.org/plus5/> (en français, anglais et espagnol)

### Les TIC et leur impact en tant qu'instrument de promotion des femmes rurales

11 au 14 novembre 2002, République de Corée

La Division for the Advancement of Women: DAW (Division pour la promotion des femmes), en collaboration avec l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et le Secrétariat du groupe de travail sur les



© Kinou van Oldeneel

technologies de l'information et de la communication des Nations unies, organise une réunion d'experts pour apprécier l'impact des TIC sur les femmes, qui aura lieu en Corée en novembre prochain.

Ce groupe d'experts examinera en particulier comment les TIC peuvent renforcer les pouvoirs des femmes, leur participation à la vie publique, leurs compétences dans le domaine de l'éducation et de la santé.

En vue de cette rencontre, une discussion en ligne sur le sujet s'est déroulée du 17 juin au 19 juillet dernier, dont les résultats seront présentés en novembre.

Pour plus d'informations, se renseigner auprès de:

**United Nations**

**Division for the Advancement of Women**

2 UN Plaza, DC2-12th Floor

New York, NY 10017, États-Unis

Fax: +1-212-963-3463

Site web: <http://www.un.org/womenwatch/daw/egm/ict2002/index.html> (en anglais)

## Événements

### La Journée Mondiale des Femmes Rurales en 2002

Cette célébration aura lieu le 15 octobre, la veille de la journée mondiale pour l'alimentation.

Le thème de cet événement peut changer d'un organisateur à un autre.

Pour la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA), la Journée Mondiale des Femmes Rurales en 2002 sera placée sous le thème 'La pauvreté est l'affaire de tous: éducation et formation, un élément clé de la lutte contre la pauvreté'.

La Fondation Sommet Mondial des Femmes prendra comme thème: 'Revendiquez votre droit à l'eau propre'.

Pour de plus amples informations, s'adresser à:

**Fédération Internationale des Producteurs agricoles (FIPA)**

60, rue St-Lazare, 75009 Paris, France

Tel: +33 1 45 26 05 53; Fax: +33 1 48 74 72 12

Site web: <http://www.ifap.org>

**La Fondation Sommet Mondial des Femmes**

B.P. 2001

1211 Genève, Suisse

Tél. +41 22 738 66 19; Fax: +41 22 738 82 48

Site web: <http://www.woman.ch/women/introworldrural.asp?lg=2>

## Formation sur les questions de genre

Le G&DTC (Gender and Development Training Centre), pour la saison 2002/2003, propose les cours internationaux de formation suivants:

- Facilitation de l'égalité de genre: 20 octobre - 2 novembre 2002 (en français); 23 février - 8 mars 2003 (en portugais);
- Genre, identité, conflits et développement: 1 - 15 décembre 2002 (en anglais);
- Genre, développement et changement organisationnel: 16 - 28 janvier 2003 (en français);
- Genre, audit, suivi et évaluation organisationnels: août 2003 (en anglais)

### Pour plus d'informations, contacter:

**G&DTC (Gender & Development Training Centre)**

Wilhelminastraat 18

2011 VM Haarlem, the Netherlands

Tél: + 31 23 5342149

Fax: + 31 23 5513260

e-mail: [gen.dtc@inter.nl.net](mailto:gen.dtc@inter.nl.net)

Site web: <http://www.gender-training.nl>

## ••• Livres

### Getting Smart: strategic communications for gender activists in Southern Africa

Édité par Colleen Lowe-Morna and Lene Øverland, Gender Links/Women's media watch (en anglais)

Ce manuel, préparé par une équipe sud-africaine d'experts en média et communication, est écrit dans un style simple et direct, avec beaucoup d'exercices et exemples. De nombreux conseils, check-lists et trucs sont fournis pour la formation ou pour être appliqués directement pour faire avancer les stratégies de communication dans votre organisation. La démarche est basée sur les principes suivants:

– Une approche systématique pour les communications est

essentielle pour toutes les organisations de la société civile.

- Se mettre en réseau avec les organisations de la société civile n'est plus un truc "sympa" à faire. Il est essentiel de maximiser notre impact.
- Donner aux femmes et aux hommes une voix égale est essentielle pour la démocratie, la bonne gouvernance et la responsabilité.
- Les consommateurs ne sont pas des récipiendaires passifs d'information, mais des participants actifs qui façonnent l'information qu'ils reçoivent, comment ils le reçoivent et comment ils l'utilisent.
- Penser au niveau global, planifier au niveau régional et agir au niveau local
- La communication, c'est un outil formidable!

#### Gender Links

Lower Ground Floor, Lakeside Place,  
5, Oppenheimer Street, Bruma 2198,  
Johannesburg, Afrique du Sud  
Tel: +27 11 615 6624 – Fax: +27 11 615 7724  
e-mail: genderlinks@mwab.co.za  
Site web: <http://www.genderlinks.org.za>

#### Women's Media Watch

1 Church Street, 4th Floor Dumbarton House,  
Cape Town 8001, Afrique du Sud  
Tel: +27 21 440 653 – Fax: +27 21 424 0659  
e-mail: lene@womensmediawatch.org.za  
Site web: <http://www.womensmediawatch.org.za>

### L'Afrique parle, l'Afrique écoute, Les radios en Afrique subsaharienne

André-Jean TUDESQ, Editions KARTHALA,  
Collection Hommes et Sociétés, février 2002, 315 pp.  
(ISBN: 2 84586 256 3)

La radio est le média le plus utilisé en Afrique. En quelques années, elle a connu une mutation profonde avec la libéralisation des ondes. L'auteur étudie ces transformations, liées à l'évolution politique mais aussi technique. Les radios publiques toujours très présentes doivent tenir compte de l'influence accrue des radios internationales et plus encore des radios privées: radios commerciales, religieuses, associatives, communautaires et rurales. Utilisées comme instrument d'éducation populaire et de communication sociale, les radios sont un moyen d'information rapide, de distraction, de démocratisation, de promotion de l'identité locale ou, au contraire, d'acculturation, mais elles sont désormais partout présentes, car par elles, l'Afrique parle et l'Afrique écoute.

#### Les éditions Karthala

22-24, boulevard Arago  
75013 Paris, France  
Tél: +33 1 43 31 15 59 – Fax: +33 1 45 35 27 05  
e-mail: karthala@wanadoo.fr  
Site web: <http://www.karthala.com>

### Biodiversity and Traditional Knowledge. Equitable Partnerships in practice

Sarah A. Laird, Earthscan, 2002, 546 pp.  
ISBN: 1 8538 369 82 (en anglais)

Cet ouvrage montre comment il est possible de conjuguer la recherche sur la diversité biologique et celles sur les connaissances locales, deux domaines qui ont bien souvent coexisté sans se rencontrer. Il donne des orientations pratiques sur la façon d'instaurer des partenariats dans le champ de la recherche et de la prospective sur la diversité biologique.

#### Earthscan publications Ltd

120 Pentonville Road  
Londres, N1 9JN, Royaume-Uni  
Fax: +44 171 278 11 42  
e-mail: [earthinfo@earthscan.co.uk](mailto:earthinfo@earthscan.co.uk)

### Sécurité alimentaire en Afrique: un défi du développement

Dossier Agripromo, INADES-Formation, CTA-Solagral, 2001, 102 pp. ISSN 1 018 85 68  
(en français et en anglais)

La sécurité alimentaire est un domaine complexe mais l'expliquer peut être aisé. C'est ce que démontre le dossier Agripromo qui rassemble un ensemble de fiches, traitant chacune un sujet particulier, tel que l'histoire de la sécurité alimentaire, les tendances mondiales de la situation alimentaire, le rôle des politiques, celui des organisations paysannes. Au fur et à mesure du dossier, les fiches sont de plus en plus techniques et pratiques, abordant des questions telles que comment améliorer l'alimentation, comment évaluer la situation alimentaire au niveau local, comment promouvoir des actions d'entreposage des produits alimentaires. Chaque fiche est illustrée de tableaux, de dessins. C'est un matériel parfait pour les agents de développement.

#### CTA (Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale)

Postbus 380  
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas  
Tél: +31 317 467100 – Fax: +31 317 460067  
e-mail: [cta@cta.nl](mailto:cta@cta.nl) – Site web: <http://www.cta.nl>

### Gender perspectives on property and inheritance

S. Cummings, H. van Dam, A. Khadar et M. Valk,  
A Global Source Book, Vol. 5, Gender, Society and Development Series, KIT Publishers, 2001, 180 pp.  
ISBN: 90 6832 714 3 (en anglais)

Si vous cherchez des études de cas sur la façon dont la loi et les coutumes régissent les droits des femmes et leur accès aux ressources, notamment la terre ou sur l'influence des relations de genre pour accéder au foncier, cet ouvrage vous sera d'une grande utilité. La bibliographie est également riche de données.

#### KIT Press

PO Box 95001  
1090 HA Amsterdam, Pays-Bas  
Fax: +31 20 568 8286  
e-mail: [kitpress@kit.nl](mailto:kitpress@kit.nl)

### Paving the road towards empowerment

(en anglais)

Bien que l'accès des femmes à l'éducation et aux soins de santé se soit amélioré en Égypte, en Jordanie, au Liban, dans les Territoires palestiniens occupés, en Syrie, dans les Émirats arabes, au Yémen, il reste cependant beaucoup à faire pour l'égalité entre les hommes et les femmes. C'est ce que démontre le rapport de l'UNIFEM, notamment que la participation des femmes aux sphères de décision, même croissante, est toujours soumise à une société patriarcale qui maintient l'inégalité entre les sexes. Ce rapport montre également que le nombre d'hommes ouverts à la parité hommes-femmes est faible et que peu d'efforts ont été effectués dans ce sens. Il met en évidence les résultats des organisations gouvernementales et non gouvernementales des femmes pour appliquer la plate forme d'action de Pékin,

ainsi que les défis auxquels elles sont confrontées. Pour obtenir une copie de ce rapport ou davantage d'informations, s'adresser à:

Dana Malhas, National Programme Officer, UNIFEM,  
e-mail: [dana\\_mkhan@unifem.org.jo](mailto:dana_mkhan@unifem.org.jo)  
UNIFEM  
P.O.Box 830896  
Amman, Jordanie 11183  
Tél: +96 26 5678 586/7 – Fax: +96 26 5678 594  
e-mail: [amman@unifem.org.jo](mailto:amman@unifem.org.jo)

**Produire sans détruire**, la Fédération des Agropasteurs de Fiender s'interroge sur ses techniques de production agricole (Livret n°2), et **Acteurs de changement**, l'histoire de la Fédération des Agropasteurs de Diender et du Groupement des Femmes de Dara (Livret n°4) (en français)

Ces 2 livrets font partie d'une recherche de la Fédération des Agropasteurs de Diender dont les membres, essentiellement des maraîchers, voient leur environnement, la base de l'agriculture, s'altérer et leurs conditions de vie devenir de plus en plus difficiles. La terre est devenue pauvre, les produits chimiques n'ont plus d'effets sur certains ravageurs et l'environnement tout entier se dégrade de plus en plus.

Les membres ont entrepris une recherche collective sur leur histoire, leurs activités principales, les difficultés rencontrées et les solutions expérimentées.

Les membres veulent une agriculture saine et durable. Une telle agriculture a besoin de bonnes ressources naturelles. C'est tout l'objet du livret: décrire les actions en cours pour produire et en même temps augmenter la fertilité des terres et améliorer l'écosystème. Les aspects techniques de la production agricole sont liés aux autres aspects de notre vie: les moyens de production, l'équilibre social dans le terroir, l'équilibre dans le milieu naturel. Il faut en tirer les enseignements et les grandes lignes pour pouvoir se nourrir et nourrir ses enfants.

#### Dans la Série "Quel passé pour l'avenir?"

Fédération des Agropasteurs de Diender et Enda Pronat, Dakar  
B.P. 3370, Dakar, Sénégal  
Tel: +221 8 225565; Fax: +221 8 235157  
e-mail: [dimitra@enda.sn](mailto:dimitra@enda.sn)

## ••• Sites Internet

### Siyanda

Siyanda propose chaque mois une lettre d'information électronique en anglais, présentant les dernières nouveautés du site en matière de ressources sur les questions de genre. Ce site orienté vers le genre est, d'une part, une base de données, constamment actualisée et, d'autre part, un réseau reflétant les principaux courants en matière de genre, où idées, ressources, expériences sont échangées. La base d'information s'organise en catégories et types de données et chaque document fait l'objet d'un résumé en précisant sa localisation. C'est une véritable mine d'information.

Site web (en anglais): <http://www.siyanda.org>

### OSIRIS,

OSIRIS, l'Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal, créé en mars 1998, produit des analyses, diffuse des informations et sensibilise sur tous les sujets relatifs à l'utilisation et à l'appropriation des technologies de l'information et de la communication au Sénégal. Osiris publie BATIK depuis 1999 (Bulletin d'analyse sur les technologies de l'information et de la communication), lettre d'information électronique mensuelle qui traite de l'actualité des TIC au Sénégal. Cette lettre est gratuite et est envoyée sur simple demande. Les contributions à son contenu sont les bienvenues. OSIRIS fait partie du réseau consultatif pour les stratégies d'information en Afrique, plus connu sous son acronyme anglais ANAIS (Advisory Network for African Information Strategies).

Site web (en français): <http://www.osiris.sn>

Ce poème a été créé par des participantes de la Conférence Know How 2002 à l'occasion d'une session consacrée au lancement du livre «Getting Smart» et compilé par Lindiwe Nkutha.

## Que voulons-nous dire ?

nous voulons déployer nos voix dans les grands espaces  
vous atteindre, vous parler, femmes et hommes du monde  
par tous les moyens imaginables

nous voulons vous parler  
des choses qui hantent nos esprits :  
du sida et de la douleur qu'il répand  
nous voulons partager le goût des larmes  
qu'il a mis dans les yeux de nos enfants

nous voulons vous parler de la paix  
de ce qu'elle signifie pour nous, et des plans  
que nos peuples ont bâtis pour qu'elle arrive

nous voulons vous parler de la pauvreté  
de sa façon de mordre, surtout nous, les femmes  
MAIS nous voulons aussi vous donner les remèdes  
que nous avons trouvés pour lutter contre elle  
et nous voulons savoir ce que VOUS vous avez fait  
dans votre coin du monde

nous voulons vous montrer l'autre côté de nos visages  
celui que vous n'avez pas vu jusqu'à présent  
le côté puissant  
celui qui laboure la shamba\*  
pour nourrir nos familles, nos communautés  
il faut voir la grâce avec laquelle nous travaillons  
aussi adroites que n'importe quel homme

NOUS déclarons que  
nous ne crierons plus en silence  
nous ne murmurerons plus  
là où personne ne peut nous entendre  
NOUS avons décidé de nous rassembler  
pour être entendues dans le monde entier  
par tous ceux qui veulent nous écouter

“Ce poème est le résultat d'un effort commun de poétesses de toute l'Afrique dont je suis triste de ne pas avoir noté les noms. Je leur passe néanmoins ce message: Mes Sœurs, je vous salue et je célèbre la vie créative qui est dans vos esprits, qui coule dans vos veines et dans vos cœurs et je me sens bénie d'avoir eu la chance de créer quelque chose d'aussi magnifique avec vous.”

LINDIWE NKUTHA

TRADUCTION FRANÇAISE: STANISLAS COTTON

\* Une shamba est une parcelle de terre.

### CONTACTEZ-NOUS

ELIANE NAJROS, *Coordinatrice du projet*  
Tél.: +32-2-5490310

JUDITH GRACEY, *Chargée de projet*  
Tél.: +32-2-5496168

Fax: +32-2-5490314  
e-mail: dimitra@dimitra.org

#### FAO Projet Dimitra

21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

#### A la FAO – Rome

SOPHIE TREINEN, *Chargée de l'Information*, SDWW  
Tél.: +39 06 570 54 297 – e-mail: sophie.treinen@fao.org

#### A la FAO – Accra

ANGELLA DAVIS, *Experte Associée du Projet*  
e-mail: angella.davis@fao.org

Avec le soutien financier de la DGCI, Ministère des Affaires Étrangères,  
du Commerce Extérieur et de la Coopération Internationale (Belgique) et  
de la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de  
la FAO.

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand  
Imprimeur: Snoeck Ducaju & Zoon, Gand

Editeur responsable:  
Eliane Najros  
FAO Projet Dimitra  
21 rue Brederode  
B-1000 Bruxelles  
Belgique



ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE



photo: S. Treinen

## Les Partenaires de Dimitra

Si votre organisation se trouve...

en Egypte, Irak, Jordanie, Liban,  
Soudan, Syrie et Yémen

#### ► contacter **CARDNE**

Mme Abeer Hweide  
PO Box 851840  
Amman 11185, Jordanie  
TEL/FAX +962-6-5924348  
E-MAIL cardne@cardne.org  
<http://www.cardne.org>

en Algérie, Libye et Tunisie

#### ► contacter **CREDIF**

Mme Mabrouka Gasmi  
Avenue du Roi  
Abdelaziz Al Saoud  
rue 7131, El Manar II  
2092 Tunis, Tunisie

TEL +216-1-885322  
FAX +216-1-887436 / 882893  
E-MAIL credif.dimitra@email.ati.tn

au Cameroun, Cap Vert, en Côte d'Ivoire,  
Gambie, Guinée, au Mali, en Mauritanie  
et au Sénégal

#### ► contacter **ENDA-PRONAT**

Mme Fatou Sow  
B.P. 3370, Dakar, Sénégal  
TEL +221-8-225565  
FAX +221-8-235157 / 222695  
E-MAIL dimitra@enda.sn  
<http://www.enda.sn/pronat>

en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda,  
Somalie et Tanzanie

#### ► contacter **FAN**

Mme Rose Masese  
P.O. Box 380  
Uhuru Gardens, Nairobi,  
Kenya  
TEL/FAX +254-2718398 / 350139  
E-MAIL rmasese@fanworld.org  
<http://www.fanworld.org/fan/fan.htm>

au Congo Brazzaville, Gabon, Ghana,  
Nigéria, en République Centrafricaine et  
à Sao Tomé-et-Principe

#### ► contacter **POSDEV**

Mme Lawrencia Adams  
ou Mme Dorothy Asare  
House No. E037  
Anevon Court, Parakou Estate  
DTD comm. 15 Lashibi  
Accra, Ghana

TEL +233-22-404517  
FAX +233-22-404518  
E-MAIL posdev@ghana.com

au Bénin, Burkina Faso, Niger, Tchad  
et Togo

#### ► contacter **ONG-VIE**

M. Ali Abdoulaye  
B.P. 349  
Niamey, Niger  
TEL +227-752560  
E-MAIL viebayra@intnet.ne

en Afrique du Sud, Angola, au Botswana,  
Lesotho, Malawi, Mozambique,  
en Namibie, au Swaziland, en Zambie  
et au Zimbabwe

#### ► contacter **SANGONeT/ Women'sNet**

Mme Natasha Primo  
PO Box 31  
Johannesburg 2000  
Afrique du Sud  
TEL +27-11-8386943/4  
FAX +27-11-4921058  
E-MAIL natasha@womensnet.org.za  
<http://www.womensnet.org.za>

Le Projet essaie d'étendre progressivement ses activités à tous les pays du continent  
africain. Si votre pays ne figure dans aucune liste, veuillez contacter le Projet  
Dimitra à l'adresse ci-contre en Belgique.